



Projet Promotion des Droits Humains sur les  
Mines Artisanales et à Petite Echelle  
(ProDHu-MAPE)



## RAPPORT FINAL

Etude de base du Projet « Promotion des Droits Humains sur  
les Mines Artisanales et à Petite Echelle »  
(ProDHu-MAPE)

Présentée par

Dr SAWADOGO Alamissa,  
Sociologue, spécialiste en Éducation et protection de l'enfance  
01 BP 342 Ouagadougou 01  
Cél : +226 78030780/ 70661830/ 77242477  
[alamisalif@yahoo.fr](mailto:alamisalif@yahoo.fr)

Septembre 2021

## Table des matières

Liste des tableaux .....	iv
Liste des graphiques .....	iv
Liste des figures .....	v
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	vi
RESUME ANALYTIQUE .....	7
I. INTRODUCTION GENERALE .....	11
1.1. Contexte et justification de l'étude .....	11
1.2. Objectifs du projet.....	12
1.3. Des objectifs de l'étude .....	13
II. METHODOLOGIE .....	14
2.1. Phase préparatoire .....	14
2.2. L'enquête quantitative .....	15
2.2.1. Plan d'échantillonnage et méthodes de collecte .....	15
2.2.2. Outils de collecte .....	17
2.2.3. Mobilisation des acteurs sur le terrain.....	17
2.2.4. Recrutement et formation des agents de collecte.....	17
2.3. Phase terrain : collecte des données.....	17
2.3.1. Collecte des données quantitatives .....	17
2.3.2. Collecte des données qualitatives .....	18
2.4. Traitement, analyse des données et élaboration du rapport.....	18
2.4.1. Apurement des données .....	18
2.4.2. Calcul des indicateurs.....	18
2.4.3. Analyse des résultats et rédaction du rapport.....	19
III. RESULTATS ET ANALYSES.....	19
3.1. Situation actualisée des MAPE.....	19
3.1.1. Caractéristiques sommaires des MAPE retenues .....	19
3.1.2. Statut légal des MAPE.....	23
3.2. Recensement des populations abritant les MAPE et des populations qui y travaillent..	25
3.2.1. Répartition de la population abritant les MAPE par site et par sexe .....	25
3.2.2. Prévalence des enfants travaillant sur les sites .....	26
3.2.3. Caractéristiques des ménages orpailleurs.....	27
3.2.4. Répartition de la population travaillant sur les MAPE selon le sexe.....	29
3.2.5. Provenance des populations sur les sites.....	30
3.3. Données de l'enquête auprès des enfants travaillant sur les MAPE.....	32
3.3.1. Caractéristiques des enfants travaillant sur les MAPE .....	32
3.3.2. Situation des droits humains et des droits des enfants sur les MAPE.....	38
3.3.2.1. Accès à l'éducation des enfants travaillant sur les MAPE.....	38
3.3.2.2. Conditions de Travail des enfants .....	40
3.3.3. Risques sanitaires, sécuritaires et environnementales du travail dans les MAPE.....	51
3.3.3.1. Connaissances des risques par les enfants.....	51
3.3.3.2. Risques auxquels les enfants sont exposés.....	52

3.3.3.3.	Disposition prises pour atténuer les risques .....	53
3.3.3.4.	Accidents de travail et conséquences .....	53
3.3.3.5.	Mode de traitement des blessures .....	55
3.3.3.6.	Maladies des enfants travaillant sur les MAPE.....	56
3.3.4.	Niveau de connaissance des droits humains, ceux des enfants ainsi que des acteurs ou de mécanismes de protection existants dans la ZIP .....	56
3.3.4.1.	Connaissances des droits des enfants par les chefs de ménages .....	56
3.3.4.2.	Connaissance des acteurs et /ou des mécanismes de protection .....	58
3.3.4.3.	Comportement face aux violations des droits des enfants.....	59
3.3.5.	Engagement des leaders communautaires dans la protection des enfants .....	60
3.3.6.	Prise en compte des droits humains dans les MAPE par les communes .....	60
3.3.6.1.	Existences de mécanismes de protection.....	60
3.3.6.2.	Allocation de budget sur la protection.....	61
3.3.7.	Situation de la mise en œuvre des processus de régulation du secteur minier artisanal ainsi que les approches utilisées pour l'exploitation et l'écoulement dans les communes ; .....	61
3.3.8.	Changements climatiques et peuplement des MAPE.....	62
3.3.8.1.	Causes de la migration vers les sites aurifères chez les ménages.....	62
3.3.8.2.	Dégradation de la situation économique.....	62
3.3.8.3.	Causes du travail des enfants travaillant dans les MAPE.....	64
3.3.8.4.	Source de revenu des parents des orpailleurs.....	65
3.3.8.5.	Analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle ainsi que les facteurs dans les zones de provenance des orpailleurs.....	66
IV.	COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS DE L'ETUDE.....	67
V.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	70
	Conclusion .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
	Recommandations.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1:Nombres de MAPE répertoriés par commune.....	19
Tableau 2:Statut légal des MAPE .....	24
Tableau 3 : Structure de la population des villages abritant les MAPE .....	25
Tableau 4:Répartition des ménages par site et par catégorie.....	28
Tableau 5:Nombre de personnes recensés sur les MAPE au moment de l'enquête .....	29
Tableau 6 : Répartition des populations des sites selon le lieu de provenance .....	31
Tableau 7 : Répartition du nombre d'enfants enquêtés par site.....	32
Tableau 8:Répartition des enfants enquêtes par rapport au niveau d'instruction .....	34
Tableau 9:Répartition des enfants selon le statut de vie des parents (vivants ou décédés) .....	34
Tableau 10: Répartition des enfants enquêtes concernant les personnes avec qui ils vivent .....	35
Tableau 11: Répartition des enfants enquêtes par rapport Profession de la personne chez qui tu vis.....	35
Tableau 12: Répartition des enfants enquêtes par rapport Profession de la personne chez qui tu vis.....	36
Tableau 13:Canal de découverte du site d'orpillage par les enfants.....	37
Tableau 14: Répartition des enfants enquêtes par rapport au nombre d'année travailler sur le site .....	37
Tableau 15: Depuis combien de temps es-tu/travailles-tu sur ce site actuel ?.....	38
Tableau 16: Répartition des enfants en fonction de leurs occupations principales avant de venir sur le site.....	38
Tableau 17 : Répartition du nombre d'année travailler sur le site des enfants par rapport au niveau d'instruction .....	39
Tableau 18:Répartition des enfants en fonction de la personne avec qui ils travaillent.....	44
Tableau 19: Répartition des enfants en fonction de comment ils sont payés.....	47
Tableau 20: Répartition des enfants en fonction de ce qu'ils gagnent par jour .....	47
Tableau 21: Répartition des enfants selon le type de violence subit.....	49
Tableau 22: Répartition des enfants selon leurs expositions aux risques .....	52
Tableau 23: Victimes d'accidents de travail.....	54
Tableau 24:Répartition des chefs de ménage selon le nombre de droits des enfants qu'ils connaissent.	57
Tableau 25:Répartition des ménages par site selon leur niveau de connaissance des droits des enfants.....	58
Tableau 26:Répartition des ménages enquêtés par site en fonction des raisons de la dégradation de la situation économique et alimentaire des parents. ....	63
Tableau 27:Répartition des ménages enquêtés par site en fonction de la source de revenus des parents .....	65

## Liste des graphiques

Graphique 1:Prévalence des enfants travaillant sur les sites miniers .....	26
Graphique 2 : Prévalence des enfants travaillant sur les sites miniers .....	26
Graphique 3:Répartition des ménages recensés selon la catégorie.....	27
Graphique 4: Répartition de la population selon le sexe et par type de ménage .....	29
Graphique 5:Répartition de la population des MAPE selon les localités de provenance.....	30
Graphique 6 : Répartition par sexe des enfants interrogés sur les sites. ....	32

Graphique 7:Répartition des enfants selon qu'ils ont été à l'école ou non ou qu'ils fréquentent toujours ou non .....	33
Graphique 8:Répartition des enfants selon le sexe et leur statut de scolarité passé et actuel .....	33
Graphique 9:Répartition des enfants en fonction du lieu de provenance .....	36
Graphique 10 : Répartition des enfants selon le niveau d'instruction atteint et le statut de scolarité actuellement .....	40
Graphique 11 : Répartition des enfants selon les activités menées sur les sites .....	41
Graphique 12:Répartition des enfants selon la fréquence dans le travail sur les MAPE .....	42
Graphique 13:Répartition des enfants en fonction de la situation de leurs travaux sur le site .....	42
Graphique 14: Répartition des enfants selon le temps(heures) de repos pas jour sur les MAPE.....	43
Graphique 15: Répartition des enfants selon le nombre de jours de travail par semaine.....	44
Graphique 16:Répartition des enfants selon l'appréciation de la pénibilité du travail .....	45
Graphique 17:Répartition des enfants selon la période travail .....	46
Graphique18:Répartition des enfants selon les difficultés rencontrées dans le travail .....	48
Graphique 19:Répartition des enfants selon leur opinion sur les violences les plus fréquentes sur les sites.....	48
Graphique 20 : Répartition des enfants selon le type de violence dont ils ont été victimes .....	50
Graphique 21 : Répartition des filles selon le type de violence dont ils ont été victimes .....	50
Graphique 22 : Répartition des enfants victimes de violence selon qu'ils ont eu recours ou pas .....	51
Graphique 23:Répartition des enfants selon leur connaissance des risques.....	52
Graphique 24: Répartition des enfants selon les dispositions prises pour affronter les risques .....	53
Graphique 25:Répartition des enfants victimes d'accidents de travail sur les sites.....	53
Graphique 26:Répartition des enfants victimes d'accidents de travail selon les conséquences liées aux blessures .....	54
Graphique 27:Répartition de enfants victimes selon le mode de traitement de leurs blessures .....	55
Graphique 28:Répartition des chefs de ménage selon leur niveau de connaissance des droits des enfants .....	57
Graphique 30 : Répartition des ménages selon leur connaissance sur les acteurs et mécanismes de protection .....	58
Graphique 31 : Répartition des ménages selon le type de recours utilisé pour dénoncer.....	59
Graphique 32:Répartition des ménages selon les causes de la migration sur les sites aurifères..	62
Graphique 33: Opinions parents enquêtés sur le lien entre les changements climatiques, la situation socioéconomique des ménages et le travail des enfants dans les sites d 'orpaillage ....	63
Graphique 34:Répartition des enfants selon les raisons de leurs présences sur les sites miniers.....	64

## Liste des figures

Figure 1 : Répartition spatiale des sites enquêtés dans la province du Yatenga.....	22
Figure 2:Répartition spatiale des sites enquêtés dans la province du Ganzourgou.....	23
Figure 3: Proportion des superficies emblavées touchés par la sécheresse (MAHM/DGESS/DSS/EPA 2020-2021).....	67

## SIGLES ET ABREVIATIONS

AEA	: Autorisation d'Exploitation Artisanale
ANEMAS	: Agence Nationale d'Encadrement des Exploitations Minières Artisanales et Semi-mécanisées
ARM	: Alliance pour une Mine Responsable
CCPE	: Cellule Communautaire de Protection de l'Enfant
CVD	: Conseillers Villageois de Développement
Educo	: Education y Coopération
MAPE	: Mine Artisanale à Petite Echelle
ProDHu-MAPE	: Promotion des Droits HUMains dans les Mines Artisanales à Petite Echelle
RCPE	: Réseau Communale de Protection de l'Enfant
RPE	: Réseau Provincial de Protection de l'Enfant
RTP	: Référent Thématique Protection
RTSEAR	: Référent Thématique Suivi Evaluation Apprentissage et Redevabilité
SAP	: Service d'Alerte Précoce
Tdh	: Terres des hommes
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest africain
ROM	: Results Oriented Monitoring
VSLA	: Village Savings and Loans Association
ZIP	: Zone d'intervention du Projet

## RESUME ANALYTIQUE

Démarré en Février 2021, ProDHuMAPE est un projet de 24 mois financé par l'Union Européenne et couvre les provinces du Yatenga et du Ganzourgou dans la région du Nord et du Plateau central. Il mis en œuvre par un consortium composé de Terres des hommes Lausanne (Tdh), Alliance pour une mine responsable (ARM) et l'Association Tabital Lobal et Educo qui assure le Lead.

L'objectif général de cette étude de base est de disposer d'informations actualisées détaillées aussi bien quantitatives que qualitatives sur la situation des droits de l'enfant dans les mines artisanales notamment le travail des enfants ainsi que les risques relatifs aux droits humains sur les sites artisanaux à petite échelle conformément au cadre logique du projet. Il s'agit donc de montrer une situation actualisée des MAPE de la Zone d'intervention du projet (ZIP) ainsi que la structure de la population travaillant dans ses MAPE, les caractéristiques des enfants qui y travaillent, la situation des violations des droits humains et des droits des enfants en particulier. L'étude devrait permettre également de mesurer le niveau de connaissance des acteurs sur les questions des droits humains et des droits des enfants ainsi que la prise en compte des communes et des leaders communautaires sur les questions de la protection de l'enfant. Aussi, elle devrait permettre de faire une revue sur la situation économique des zones de départ des exploitants des MAPE.

Pour y arriver, le consultant a utilisé une approche participative avec l'implication effective des membres du consortium ainsi que les participants directs et indirects du projet notamment les titulaires de droits (les enfants), les titulaires de responsabilités ainsi que les titulaires d'obligations. La collecte des données a été assurée par un groupe d'agents enquêteurs ainsi que l'équipe de consultant sous la coordination globale du comité technique chargé de l'évaluation notamment le RTSEAR, le RT Protection ainsi que le pool management de l'ONG Educo. L'analyse des données a permis de faire les principales conclusions suivantes :

- **Les MAPE retenues dans le cadre du projet sont des sites très anciens** : la quasi-totalité des sites retenues dans le cadre du projet sont âgés d'au moins 30 ans.
- **Des sites informels (absence d'autorisation formelle)** : seulement un seul site sur les 11 visités à un document d'autorisation d'exploitation et même cela sur un terrain privé (terrain préalablement attribué à une société minière qui avait déjà obtenu l'autorisation).
- **Une population résidente de 1718 personnes recensés vivant directement de l'or dont 488 femmes** : 1718 orpailleurs repartis sur 320 ménages ordinaires ou constitués ont

été recensés dont 1230 hommes (72%) et 488 femmes (28%) et vivent directement des activités d'orpaillages sur les MAPE.

- **Une population de 9400 personnes (villages abritant les MAPE) vivant indirectement de l'activité sur les MAPE** : au total, plus de 9400 personnes vivent indirectement des MAPE dont 4230 enfants de 5 à 17ans représentant 45% de la population résidente.
- **Les MAPE sont essentiellement peuplés par la population locale** : la population résidente des MAPE dans les différentes communes provient essentiellement des villages abritant les MAPE (38%), ou des villages riverains (25%) ou encore d'autres villages de la commune (9%).
- **Beaucoup d'enfants scolarisés travaillent sur les MAPE** : près de 82% des enfants qui y travaillent ont déjà été à l'école (scolarisés ou déscolarisés) dont plus de 46% d'entre eux ont un niveau primaire. Près de 20% le niveau post primaire et 0,25% ont un niveau secondaire. Plus de 55% des enfants présents sur les MAPE étaient des élèves avant leur arrivé.
- **Beaucoup d'enfants vivent majoritairement chez leurs parents** : plus de 92% des enfants ont leurs deux parents en vie, tandis que 5,6% ont leurs pères décédés et près de 2% ont leurs mères décédées. Les enfants vivent pour la plupart chez des orpailleurs (48%) et 38% chez des agriculteurs et éleveurs (38%). La plupart des enfants (près de 81%) vivent avec leurs parents (père et mère, mère seul, frère ou sœur, oncle/tante, autres parents) tandis que 10,5% vivent chez leurs employeurs et 4,7% vivent seul sans aucun tuteur ou parents.
- **Des enfants déjà expérimentés dans le travail de l'orpaillage** : les enfants proviennent des villages abritant les MAPE (61,5%) et sont déjà expérimentés car plus de 47% des enfants ont une expérience de travail d'un an sur les sites tandis que plus de 53% travaillent sur les MAPE il y a au moins 2 ans et au plus 9 ans.
- **Des conditions de travail difficiles pour les enfants (type de travail, volume horaire, volume hebdomadaire, période de travail, etc...)** : environ 41% des enfants font remonter les minerais des fosses, 39% font le lavage, 28% descendent même dans les fosses, 25% le creusage et 21% le vannage.

Les jeunes filles sont beaucoup plus dans le lavage et le vannage respectivement 62% et 53% tandis que les jeunes garçons font la remontée des minerais des fosses (53%), dans la descente dans les fosses (39%) et également dans le creusage (31%).

Les enfants travaillent de façon permanente sur les sites (45%) ou occasionnellement (28%) et 28% de façon saisonnière. 24% d'entre eux travaillent au moins 15 heures par jours, 37% entre 10 à 15 heures et 38% ont moins de 10 heures de travail par jour.

Près de 51% se reposent au plus 5 heures par jour au cours d'une journée (24h) et travaillent 6 jours sur 7.



Sur la pénibilité du travail, 59% le considère comme pénible, 39% estiment qu'en plus d'être pénible, c'est un travail dangereux tandis que 40% estiment que le travail est convenable pour eux. Il ya beaucoup qui travaillent de façon d'affilés le jours et la nuit (49%) contre 53% qui travaillent uniquement la journée. Chez les filles, celles qui travaillent la journée sont les plus nombreuses (62%) contrairement aux garçons dont une grande partie travaillent la journée et la nuit (53%).

Sur la rémunération, plus de 30% des enfants sont rémunéré avec du minerai, c'est-à-dire que leurs efforts de travail sont payés en contre partie par du minerai à quantité variable selon les gains de l'employeur.

- **Des violences de tout genre subies par les enfants :** les violences dans les sites sont quasi-quotidiennes, 48% ont été victime de violences verbales, 34% de violences physiques, 39% de violences sexuelles. 81% des victimes de violences verbales l'ont été au moins une fois et au plus 5 fois au cours de l'année, près de 18% ont été victimes entre 6 et 15 fois. Pres de 62% des enfants ont été victimes de violences tout type confondu au moins une fois au cours des douze derniers mois.

Sur les 408 enfants enquêtés, 252 ont été déjà été victimes de violences. Parmi ces derniers 95 soit 37,7% ont cherché des recours auprès des personnes ressources ou des structures de protection de l'enfant.

- **Des enfants conscients des risques de travail sur les MAPE :** près de 92% des enfants savent qu'ils courent des risques en travaillant sur les mines.
- **Une consommation de stupéfiants comme alternative chez les enfants :** pour faire face à ces risques, 60% des enfants ne prennent aucune disposition, 39% prennent du café noir ou du thé.
- **Des enfants victimes d'accidents de travail, qui font recours à l'automédication et à l'indigénat comme mode de traitement des blessures :** Plus de 31% des enfants victimes d'accidents de travail sur le site durant les 12 derniers mois et ce au moins une fois pour 45% d'entre eux, 2 fois pour 42% d'entre eux et plus de 3 fois pour 13,4% de ces derniers. La plupart des enfants ayant été victimes d'accidents de travail se sont retrouvés avec des plaies pour 80% d'entre eux, des fractures (43%) ainsi que d'autres blessures (12%). Pour le traitement de leurs blessures, 44% ont fait recours à l'automédication et 46% au centre de santé, 7% ont utilisé l'indigénat, c'est-à-dire le traitement par les plantes tandis que 3% ne font aucun traitement suite à leurs blessures.
- **Une connaissance plus ou moins grande des droits des enfants sur les sites :** 9% des chefs de ménage connaissent un seul droit des enfants (le droit à l'éducation ou le droit à une vie descende), 31% deux droits, 22% trois droits et 91% connaissent au moins un

droit des enfants, 84% connaissent le droit à l'éducation, 51% le droit à la vie, 56% le droit à la santé, 41% le droit à un niveau de vie décente.

- **Des méthodes traditionnelles utilisées face aux violations des droits des enfants :** 53% des ménages vivants sur les MAPE entrent généralement en confrontation avec l'auteur lorsqu'un enfant est victime de violation des droits, 40% dénoncent auprès des responsables des sites et 31% font des dénonciations auprès du chef du village.
- **Aucune implication des collectivités locales dans la gestion des MAPE :** la commercialisation de l'or dépend uniquement des orpailleurs. La commune n'a aucune influence sur la fixation des prix de l'or au sein des sites d'orpaillage. Aussi, en ce qui concerne l'occupation des sites, la commune n'a pas non plus d'influence car pour la plupart des cas, les sites sont occupés de façon anarchique par les orpailleurs.
- **Les changements climatiques comme facteurs de mobilité des populations des MAPE :** pour 48% des chefs de ménages, les effets du changement climatique, la pauvreté des parents et la pauvreté des sols (sols arides) sont autant de raisons qui les ont poussés à aller sur les sites d'orpaillages. Les raisons les plus importantes sont la rareté des pluies (37%), la mauvaise répartition de la pluviométrie (25%) et la sécheresse (25%).  
La principale source de revenus des parents demeure l'agriculture pluviale avec 66% des personnes interrogées, l'élevage (30%), le commerce (20%) et l'agriculture de contre saison (9%). L'orpaillage constitue également la première source de revenus pour 9,6% des ménages.
- **Des actions de plaidoyer et d'encadrement nécessaire pour des MAPE plus responsables en matière de protection des enfants :** il est nécessaire à la lumière des résultats de l'étude de trouver des mécanismes souples pour faire adhérer les artisans miniers au processus d'encadrement à travers la mise à contribution des acteurs dans le cadre de la mise en œuvre.

## I. INTRODUCTION GENERALE

### 1.1. Contexte et justification de l'étude

Le Burkina Faso connaît une véritable explosion du secteur de l'orpaillage, dans sa dimension formelle comme informelle. La région du Nord et celle du Plateau Central font partie des 05 régions à forte activité minière du Burkina Faso, et particulièrement à travers le développement de sites d'orpaillage traditionnels. Dans la province du Yatenga au Nord, selon l'étude réalisée par Educo dans le cadre du projet PROPRES (financement UE), il est dénombré un total de trente-neuf (39) sites dont 22 fortement fréquentés. Il ressort que sur 1250 enfants de 5 à 17 ans recensés dans les ménages, 38,2% travaillent dans les sites d'orpaillage. La province du Ganzourgou dans le Plateau-central quant à elle, compte plus d'une dizaine de sites d'or à exploitation artisanale ces dernières années. Tous ces sites sont des points potentiels d'attraction des enfants. On estimait en 2015, la présence de 2 930 enfants qui y vivent et y travaillent pour une population totale de 19 630 personnes, soit 15% d'enfants. Ainsi, on assiste à une ruée des populations vers les sites d'or, surtout sa frange jeune y compris des enfants scolarisés.

Cette situation engendre de sérieuses préoccupations relatives au respect des droits humains de la population et particulièrement ceux des enfants vivant et/ou travaillant sur les divers sites artisanaux. La situation de pauvreté et de vulnérabilité des parents, les pratiques culturelles néfastes et l'insuffisance d'une offre éducative adéquate expliquent en grande partie cet état de fait. Sur les sites d'orpaillages, il n'y a presque pas de protection individuelle, ni de prise en charge sanitaire. A cela s'ajoutent les exploitations physiques, économiques ainsi que les abus sexuels. Pendant que tous les instruments de protection des droits humains et plus particulièrement des droits de l'enfant sont unanimes sur l'interdiction et même l'élimination des pires formes de travail des enfants, le phénomène tend à se diversifier et à s'amplifier.

Dans le but d'accompagner le Gouvernement du Burkina Faso afin de promouvoir et de protéger les droits des populations vivant et /ou travaillant dans les sites d'orpaillage traditionnels ou mines artisanales à petite échelle (MAPE), Educo a mis en œuvre le « Projet intégré de protection, de retrait et de réinsertion des enfants des sites d'orpaillage

au Nord du Burkina Faso (PROPRES) ». Dans cette même perspective, Tdh a implémenté le projet « Système d’alerte précoce (SAP) sur les violations des droits humains et particulièrement des droits de l’enfant et le monitoring de la situation des droits de l’enfant sur les sites d’orpaillage au Plateau Central’’ » (financement UE). Il en est de même pour ARM pour son Projet « Appui à la création d’une activité minière artisanale responsable et formelle au Burkina Faso’ ». Au terme de ces projets, une évaluation ROM<sup>1</sup> a été faite sur deux (02) projets et a permis de formuler des recommandations comprenant la complétude des interventions sur les MAPE à travers le système intégré de protection, la régulation des sites d’orpaillage traditionnels et la mise en place d’un dispositif de suivi/monitoring en temps réel ou légèrement différé qui inclut une cartographie des sites, etc. C’est dans cette dynamique que l’UE a financé le projet ProDHu-MAPE qui s’inscrit dans le cadre de la consolidation des acquis de ces projets suscités et mis en œuvre par le consortium Educo, ARM, Tdh et Tabital-Lobal.

Ce projet intervient dans un contexte où la crise climatique a eu des répercussions importantes sur les populations rurales déjà très vulnérables en raison de la faiblesse des moyens de subsistance et des systèmes de production qui sont très étroitement liés à la pluviométrie. Cette situation a accentué le phénomène migratoire traditionnel de la population rurale vers les centres urbains et les zones les plus boisées mais a créée d’autres pôles de destination, notamment les sites d’orpaillage qui constituent une alternative à l’agriculture végétale comme principale moyen de subsistance. A cela, vient s’ajouter les effets négatifs des mesures Covid19 sur les revenus des ménages ruraux qui a accentuée la ruée vers l’or comme seule alternative pour répondre aux besoins élémentaires vitaux.

La présente étude de base a été commanditée pour disposer des indicateurs de base du projet. Elle se veut donc une opportunité de faire un diagnostic des effets de la crise climatique sur les zones de départ des populations travaillant dans les sites d’orpaillages ainsi que leurs impacts sur les zones d’accueil.

## 1.2. Objectifs du projet

Le projet de Promotion des Droits Humains sur les Mines Artisanales et à Petite Echelle (ProDHu-MAPE) a démarré en Février 2021 et prend fin le 31 janvier 2023 soit une durée de 24 mois . Il est financé par l’Union Européenne et couvre les provinces du Yatenga et du Ganzourgou dans la région du Nord et du Plateau central. Il mis en œuvre par un

---

<sup>1</sup> ROM (Results Oriented Monitoring)

consortium composé de Terres des hommes Lausanne (Tdh), Alliance pour une mine responsable (ARM) et l'Association Tabital Lobal et Educo qui assure le Lead.

L'objectif général du projet est de contribuer à promouvoir le respect des droits humains à travers l'amélioration des conditions des populations impliquées directement et indirectement dans les mines artisanales et à petite échelle.

De façon spécifique, le projet vise à renforcer une culture des droits humains et des droits sociaux, environnementaux et économique chez les populations notamment les enfants et jeunes vivant et /ou travaillant dans les sites d'orpaillage traditionnels ou mines artisanales et à petite échelle (MAPE) dans les régions du Nord et du Plateau Central. Il vise principalement trois résultats :

- R1 : Des systèmes intégrés de protection des droits humains (RPE, RCPE, CCPE et services sociaux) sont renforcés et offrent un accès aux services sociaux et des alternatives aux populations notamment les enfants et jeunes sur les MAPE des régions du Nord et du Plateau Central.
- R2 : Le pilotage, le monitoring et le suivi de la situation des droits humains dans les MAPE sont assurés par l'ensemble des parties prenantes au niveau local et au niveau national, et permettent de générer des recommandations.
- R3 : Les MAPE des communes cibles sont engagées dans un processus de légalisation et formalisation de leur activité et d'élimination progressive des atteintes aux droits humains dans les régions du Nord et du Plateau Central.

### 1.3. Des objectifs de l'étude

L'objectif général de cette étude de base est de disposer d'informations actualisées détaillées aussi bien quantitatives que qualitatives sur la situation des droits de l'enfant dans les mines artisanales notamment le travail des enfants ainsi que les risques relatifs aux droits humains sur le site artisanal à petite échelle conformément au cadre logique du projet.

Les objectifs spécifiques et les questions sont :

- 1) Faire la situation actualisée des sites miniers à petite échelle (fin 2020) dans la zone d'intervention du projet, leur statut légal ainsi que la structure de la population locale abritant les mines (hommes, femmes, rural, urbain) ;
- 2) Déterminer le nombre d'enfants désagrégés par sexe, par localité de provenance et selon l'âge travaillant dans les sites miniers à petite échelle ainsi que le nombre (ou proportion) de personnes (hommes, femmes) travaillant dans les MAPE et/ou vivant directement ou indirectement de la MAPE ;

- 3) Faire la situation des enfants désagrégée selon le sexe qui accèdent aux services de protection des droits humains, sociaux et économiques dans la zone d'intervention du projet ainsi que les indicateurs du système éducatif (couverture en offre éducative, les taux d'abandon, d'analphabétisme) ;
- 4) Montrer la situation des mécanismes de protection institutionnels et communautaires de protection des droits humains (faisant ressortir clairement mécanismes existants au niveau local pour la dénonciation, la prévention et la prise en charge des violations des droits humains y inclus des droits des enfants) ;
- 5) Montrer la situation de la mise en œuvre des processus de régulation du secteur minier artisanal ainsi que les approches utilisées pour l'exploitation et l'écoulement dans les communes ;
- 6) Identifier les risques sanitaires, sécuritaires et environnementales du travail des enfants dans les sites miniers à petite échelle dans la zone d'intervention du projet ;
- 7) Établir le niveau de connaissance des acteurs des zones d'intervention (élus locaux, travailleurs du secteur miniers, enfants, etc.) sur les droits humains en général et ceux des enfants en particulier ;
- 8) Identifier la proportion de femmes et de leaders communautaires accompagnées qui s'engagent pour la protection des enfants dans les MAPE des communes cibles ;
- 9) Analyser les effets des changements climatiques sur la situation socioéconomique des enfants et ménages et le lien avec la présence et le travail sur les MAPE.

## II. METHODOLOGIE

Au regard des objectifs et des résultats attendus de cette étude, la méthodologie mixte a été utilisée. Elle a combiné les enquêtes quantitatives et qualitatives soutenues par une revue documentaire. Elle a privilégié l'approche participative impliquant les acteurs concernés par le projet dans la collecte des données et une démarche de travail qui s'articule autour des points suivants : la préparation de l'étude, la collecte des données quantitatives et qualitatives, le traitement et l'analyse des données et la rédaction du rapport.

### 2.1. Phase préparatoire

L'analyse documentaire et l'élaboration de la note de démarrage : La revue documentaire a permis d'exploiter la documentation disponible en lien avec ce projet tels que le document de projet, le cadre logique, les rapports d'étude et d'évaluation du projet propres, les rapports d'étude sur l'orpaillage ou l'exploitation minières dans les zones de l'étude, notamment le rapport d'étude sur le travail des enfants.

Cette phase documentaire a permis l'élaboration de la note de démarrage ainsi que les outils de collecte.

## 2.2. L'enquête quantitative

L'enquête quantitative a concerné deux aspects :

- **une collecte des données secondaires** auprès des structures disposant des informations sur la zones de l'étude : la situation du travail des enfants dans les sites d'orpaillage, les indicateurs de l'éducation dans chaque commune, la santé des enfants, les effectifs des populations, etc. Il s'agit des structures telles que les mairies, les circonscriptions de l'éducation de base (CEB) ou les directions provinciales en charge de l'éducation, les services de l'action sociale, etc.
- **une collecte des données primaires** auprès des populations des sites d'orpaillage des communes cibles. Cette collecte a été réalisée sur base de questionnaires structurés adressés à un échantillon de ménages (chefs de ménages), d'enfants orpailleurs (garçons et filles) dans les communes concernées.

### 2.2.1. Plan d'échantillonnage et méthodes de collecte

Le consultant a procédé d'abord à un échantillonnage des MAPE à visiter puis à un recensement des populations sur ces MAPE et enfin à un entretien individuel avec les enfants travaillant sur ces MAPE.

#### 2.2.1.1. Echantillonnage des MAPE

Les sites retenus dans le cadre de cette étude sont celles ayant retenues l'attention des différents membres du consortium après l'étude de pré-viabilisation. Il s'agit des sites sur lesquels les activités du projet seront principalement réalisées. Les sites retenus sont :

- Nord : Yabonso, Sissamba, Soa, Bongriba, Margo, Peelé, Tanlilin, Guibou, Baskondo
- Plateau central : Nobsin, Kagtanga (V1-V2)

#### 2.2.1.2. Recensement des orpailleurs dans les MAPE

Pour recenser les populations travaillant sur les sites miniers, nous avons procéder d'abord à un recensement des ménages ainsi que leurs membres. Pour cela, deux types de ménages ont été distingués notamment les ménages de type ordinaire répondant à la définition classique de ménage utilisé dans les enquêtes courantes et des ménages

spécifiques qui ont été construits à l'occasion de l'étude. Les ménages spécifiques que nous désignons par ménages orpailleurs recomposés ont été constitués à travers un regroupement des personnes autour des activités dans les sites d'orpaillage. Il s'agit d'un regroupement de personnes, souvent sans lien de parenté, autour d'une activité sur le site. Ainsi, dans les sites d'orpaillage, on a des ménages sous des hangars, dans des parcelles, des trous, etc. Ce recensement a permis de disposer d'information sur le nombre de personnes travaillant dans les MAPE, la proportion des enfants qui y travaillent ainsi que le nombre de personne qui vivent directement ou indirectement des MAPE.

#### **2.2.1.3. Inventaire des enfants travaillants sur les MAPE dans les villages environnants**

Dans chaque village abritant une MAPE, un inventaire des enfants travaillant dans les MAPE par ménage a été fait à travers une fiche d'inventaire adressée au chef de ménage. Cette fiche fait le récapitulatif du nombre d'enfants présent dans chaque ménage ainsi que ceux travaillant dans une MAPE à proximité ou non. Cet inventaire a pour objectif de cerner la proportion d'enfants travaillant sur les MAPE dans la zone du projet.

#### **2.2.1.4. Enquête individuelle auprès des enfants**

L'enquête individuelle vise à collecter des données sur les risques de violation relatifs aux droits humains ainsi que sur les risques sanitaires, sécuritaires et environnementales du travail des enfants dans les sites miniers à petite échelle dans la zone d'intervention du projet. Elle a été réalisée auprès des enfants de 5 à 17 ans qui sont les cibles du projet. Pour y arriver un échantillon d'enfants a été constitué lors de l'enquête en utilisant la formule suivante :

$$n = \frac{z^2 P(1 - P)}{e^2(1 - t)}$$

(avec n=taille de l'échantillon, Z=taux de marge déduite de la loi normale pour un niveau de confiance de 95%, e=marge d'erreur et t=taux de non réponse attendu).

En effet, nous considérons un niveau de significativité globale avec un variation maximale (P=50%) du comportement des enfants d'une MAPE a un autre et d'une commune à une autre l'effectif minimum est de 404 enfants à enquêter. La répartition de l'échantillon par commune a été faite suivant la situation réelle sur le terrain. En effet, selon le nombre d'enfants de 5 à 17ans trouver sur un site, au moins 80% d'entre eux sont enquêtés. Ainsi



donc, la répartition des enfants sur les sites a été proportionnelle au nombre d'enfants réellement recensés sur les sites lors du passage des enquêteurs.

### **2.2.2. Outils de collecte**

Les outils utilisés dans la présente étude peuvent se résumer comme suit :

- Une fiche utilisée pour le recensement des ménages ainsi que des populations résidentes dans les MAPE ;
- Une fiche d'inventaire des enfants des villages environnants travaillant sur les sites ;
- Un questionnaire utilisé pour les enquêtes individuelles auprès des enfants ;
- Un guide d'entretien utilisé pour collecter des données à travers des focus groupes auprès des CVD, des leaders communautaires, des associations d'artisans miniers et autres acteurs importants ;
- Fiche de collecte destinée à collecter des données secondaires quantitatives auprès des structures étatiques sur le système éducatif et la protection des enfants.

La fiche de recensement, la fiche d'inventaire ainsi que le questionnaire enfant ont été implémentés sur la plateforme de collecte mobile Kobo.

### **2.2.3. Mobilisation des acteurs sur le terrain**

Pour faciliter la réalisation des entretiens sur le terrain, il a été nécessaire d'informer au préalable les autorités administratives au niveau régional, provincial et communal, les responsables des services techniques impliqués dans le projet, les bénéficiaires sur le déroulement de l'étude et solliciter leur implication. Educo et ses partenaires de mise en œuvre du projet ont été d'un apport considérable dans la mobilisation des acteurs.

### **2.2.4. Recrutement et formation des agents de collecte**

Au total 8 agents enquêteurs ont été recrutés dont 6 au Nord et 2 au Plateau central. Ils ont bénéficié d'une formation le lundi 31 mai 2021 sur les outils ainsi que sur la manipulation numérique de ces derniers. Les agents enquêteurs ont également été formés sur la politique de bientraitance de Educo avant d'aller sur le terrain. Cette étape a été assurée par le consultant et ce en collaboration avec le RTSEAR et le RT-Protection de l'ONG Educo Burkina-Niger.

## **2.3. Phase terrain : collecte des données**

### **2.3.1. Collecte des données quantitatives**

La phase de collecte a débuté une phase de prétest des outils sur le terrain lors de la formation des enquêteurs. Cette phase a permis au consultant de corriger les imperfections constatées au niveau des outils de collecte.

La collecte s'est déroulée à travers des outils de collecte mobile notamment les smartphones ou tablettes ou encore par téléphones androïde. En effet, les questionnaires ont été implémentés dans une plateforme de collecte mobile en l'occurrence kobo collect. La collecte des données s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021 aussi avec la collecte quantitative qu'avec les entretiens auprès des structures ciblées. La collecte des données quantitatives a été assurée par les agents enquêteurs.

### **2.3.2. Collecte des données qualitatives**

La collecte des données qualitatives a été assurée par les consultants. En effet, ces derniers ont effectué des missions dans les zones du projet notamment dans les directions provinciales et régionales du ministère en charge de la protection de l'enfant. Aussi, les consultants ont réalisé des entretiens avec les responsables des communes, des leaders coutumiers, des personnes ressources dans les différentes localités abritant les MAPE.

## **2.4. Traitement, analyse des données et élaboration du rapport**

### **2.4.1. Apurement des données**

Les données collectées dans le cadre de cette étude sont de deux types notamment quantitatives et qualitatives. Pour les données quantitatives, une fois collectées, elles sont extraites de la plateforme et soumises à un apurement. L'apurement a consisté à déceler les erreurs de collecte, identifier les observations erronées ainsi que celles qui sort du commun et corriger si nécessaire. Il s'agit d'une étape très importante qui a permis d'assurer la qualité des données avant calcul des indicateurs et l'édition des tableaux. Le traitement des données a été faite à travers SPSS et Excel.

Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse croisée à travers une grille d'analyse élaboré à cet effet.

### **2.4.2. Calcul des indicateurs**

Les données collectées ont permis de faire le calcul des indicateurs demandés en s'appuyant sur ceux définis dans le cadre logique. Pour cette partie, il a été nécessaire de donner une définition claire à chaque indicateur ainsi que son mode de calcul. Ces définitions et ces formules de calcul devront être utilisé pour l'évaluation finale afin que les données soient comparables pour une meilleure appréciation du projet à la fin de sa mise en œuvre

### 2.4.3. Analyse des résultats et rédaction du rapport

La suite du travail a consisté à faire l'édition des tableaux des indicateurs et à analyser ces résultats toute chose qui a permis de produire un premier draft du rapport d'évaluation. Cette activité a été la suite de l'activité d'apurement des données. Elle a mobilisé l'ensemble de l'équipe de consultants. L'analyse des résultats a abouti à la production du rapport provisoire.

## III. RESULTATS ET ANALYSES

### 3.1. Situation actualisée des MAPE

Cette section présente la situation actualisée des sites notamment leurs caractéristiques.

#### 3.1.1. Caractéristiques sommaires des MAPE retenues

Les régions du Nord et du plateau central font partie des zones traditionnelles d'exploitation de l'or depuis plusieurs années. Les mines artisanales dans la province du Yatenga retenu dans le cadre de ce projet sont dans la commune de Ouahigouya, Namissiguima, Oula et Séguénéga. La situation globale des MAPE dans la zone du projet se présente comme suit (**Tableau 1**) selon le rapport de pré-viabilisation conduit par l'équipe projet de Educo et de ses partenaires. Les communes de Séguénéga et de Oula abritent le plus grand nombre de MAPE soit respectivement 30% et 27% du nombre total des MAPE de la zone d'intervention du projet (ZIP).

**Tableau 1: Nombres de MAPE répertoriés par commune**

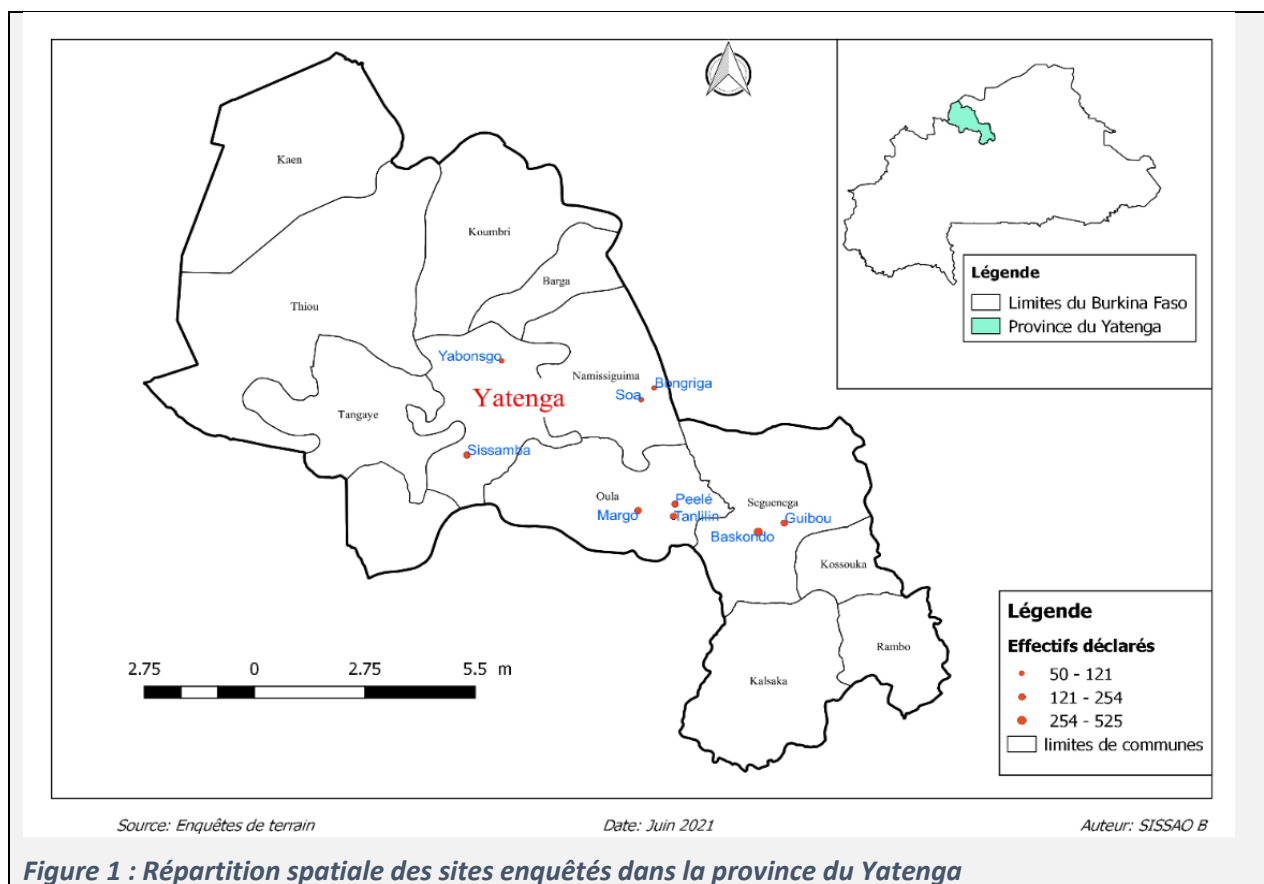
Communes	Nombre	Sites miniers artisanaux répertoriés	Sites visités
Oula	09	Tanlili, Margo, Irgou, Zanna, Omsom, Rambi, Peele, Nongfairé, Boussoum.	Tanlili, Margo, Peelé
Séguénéga	10	Bakou, Goubéré, Tiba, Guibou, Séguénéga, Guitti, Koumbranga, Niébcé, Baskondo, Saarga.	Guibou, Baskondo
Mogtédou	04	Nobsin, Kagtanga, Mogtédou V3, Kagtanga V2	Nobsin, Kagtanga(V1-V2)
Namssiguima	04	Bongriga, Soa, tanzaka, Ypalla	Soa, Bongriga
Ouahigouya	06	Yabonsgo, Kuiri, siguivoussé, sodin, youba, sisamba	Yabonsgo, Sissamaba
Total	33		

*Source : Rapport de pré viabilisation, Equipe projet*

La situation actualisée des sites artisanales et à petite échelle (MAPE) se présente comme suit :

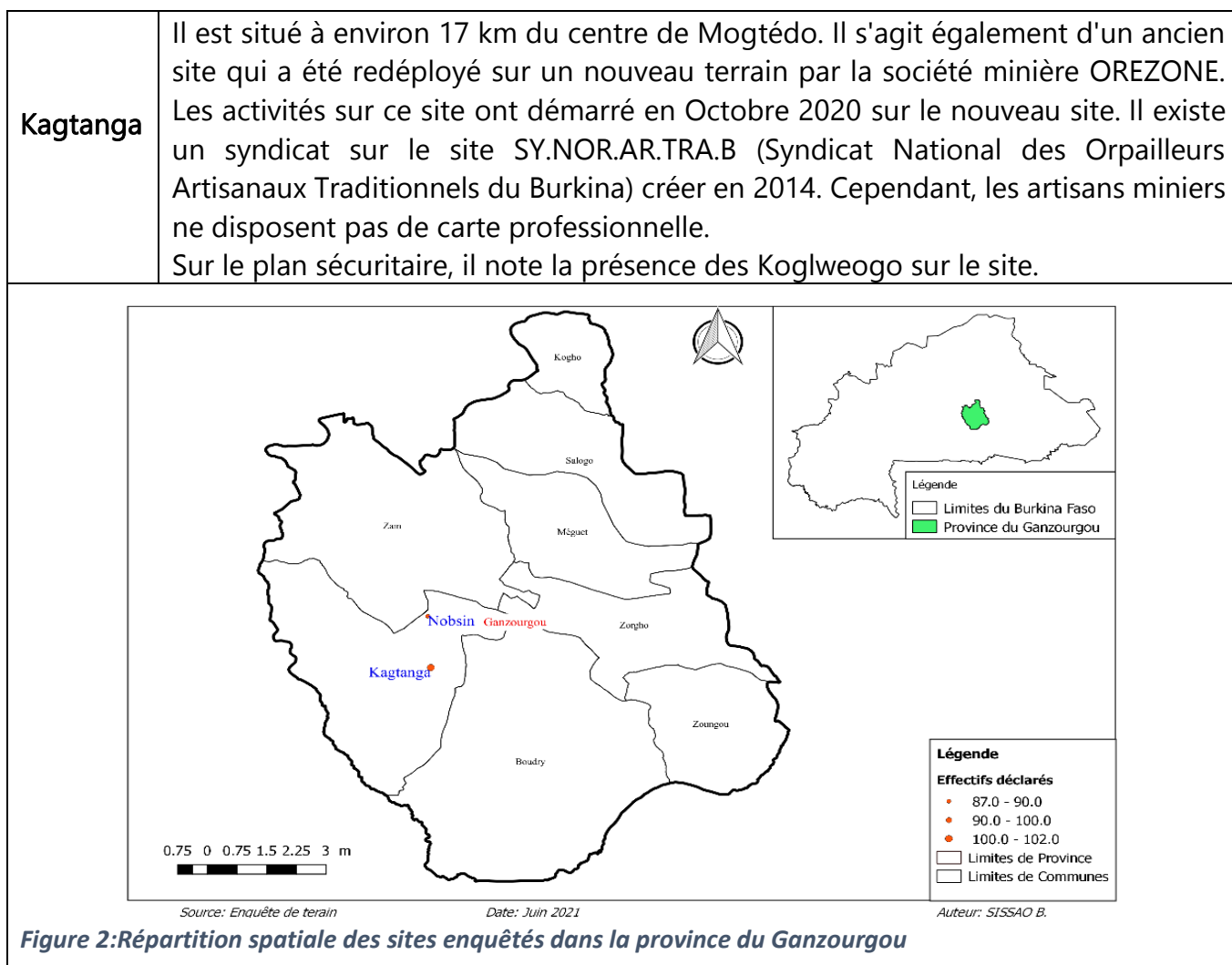
Sites	Brève présentation du site
<b>Sissamba</b>	<p>Situé à environ 2 Km de la ville de Ouahigouya, Sissamba abrite un site d'orpaillage artisanale, vieux de plus de 30 ans mais est toujours au stade artisanal. Les artisans miniers ne sont pas organisés en association, coopérative, ou sous forme d'entreprise légale, par conséquent aucun artisan ne dispose de carte professionnelle.</p> <p>Sur le plan de la protection sur le site, aucune force publique, ou privé n'existe mais il s'agit d'un site relativement paisible. Le type de gisement de ce site est filonien et alluvionnaire. Les orpailleurs et les communautés hôtes sont en bonnes relations de collaboration selon les riverains. Quant à la structure de la population du site, il ressort qu'il aussi bien des hommes, des femmes ainsi que des enfants qui y travaillent. Aussi, l'utilisation de cyanure et autres éléments constituent une menace pour l'environnement.</p>
<b>Yabonsgo</b>	<p>Yabonsgo se trouve à 8 km au nord de Ouahigouya, le chef-lieu de la province, à 2,5 km au nord-est de Bogoya, et à 5 km au nord-est de la route nationale numéro 2. Le site de Yabonsgo tout comme celui de Sissamba est considéré comme une MAPE. Les outils utilisés sur ce site sont peu modernisés. Il s'agit d'une mine souterraine avec un gisement de type filonien et alluvionnaire. C'est également un site sur lequel aucune force de sécurité n'est présente sur les lieux. Les relations entre les orpailleurs et les communautés sont également jugées bonnes.</p>
<b>Soa</b>	<p>Le site de Soa est situé dans la commune de Namissiguima et vieux de 15 ans (depuis 2006). C'est un site qui peut être également considéré comme une MAPE avec des outils peu modernisé (voire absence de modernisation). L'exploitation est souterraine et à ciel ouvert avec un gisement filonien et alluvionnaire. Aucune force privé ou publique n'assure la sécurité sur le site. Les artisans miniers ont une bonne relation avec les communautés résidentes des villages.</p>
<b>Bongriga</b>	<p>Bongriga est un site exploité depuis 6 ans. On peut donc dire que c'est un jeune site comparativement aux sites présents dans la province. Pour le moment, les artisans ne sont pas organisés, ils ne sont affiliés à aucune organisation syndicale et le site est géré par les responsables locaux. La société minière Endeavour mining a en projet une mine industrielle dans la localité. Sur le plan sécuritaire, aucune force publique ou privé ne s'est installé sur le site. Il s'agit d'un site relativement stable en termes d'activités. Il n'y a pas beaucoup de mouvements de population sur le site aussi bien à l'entrée qu'à la sortie.</p>

<b>Tanlilin</b>	Situé à 45km de la ville de Ouahigouya dans la commune de Oula. Vieux de 30 ans, Tanlilin est un site dont le gisement est également de type filonien et alluvionnaire avec une exploitation souterraine utilisant des outils modernisés. Cependant les artisans ne possèdent pas de carte professionnelle d'artisans. C'est un site en déclin, l'activité est en baisse par rapport aux années antérieures mais les relations avec la communauté restent bonnes.
<b>Margo</b>	Le site de Margo est situé à 32km de Ouahigouya dans la commune de Oula et est exploité depuis 40 ans. C'est donc un vieux site stable qui continue de recevoir des artisans miniers au fil des années mais de moins en moins par rapport aux années antérieures.
<b>Guibou</b>	La commune de Séguénéga abrite deux sites retenus dans le cadre de ce projet dont celui de Guibou situé à 10km de Séguénéga et exploité depuis 37 ans. Il a le statut de MAPE tel que défini par le code minier de 2005 (définition de site artisanale, article 5, code minier 2005). En somme, ce sont des mines très anciennes qui existent dans la province, et la population évolue aux grés des nouvelles découvertes de gisements par les artisans miniers, soit dans la localité ou ailleurs.
<b>Baskondo</b>	Situé environ 30km de Séguénéga, c'est l'un des sites les plus importants après celui de Bakou. L'exploitation est de type souterrain avec un gisement filonien. Sur ce site, le matériel utilisé sont des piqueurs et pompes.



Dans la province du Ganzourgou, les deux sites retenus sont Nobsin et Katanga et se présentent comme suit :

Sites	Brève présentation du site
Nobsin	Situé à 13 Km du centre de Mogtédou et à 6 km de la Route nationale numéro 4 est un site exploité il y a 34 ans mais continue de recevoir des orpailleurs à la recherche de l'or. Depuis l'arrivée de la société minière OREZONE, le site a été relogé sur un autre terrain concédé par OREZONE et l'activité continue malgré le fait qu'il faut atteindre une certaine profondeur pour ressortir avec la pépite tant recherchée. Tout comme les autres sites miniers artisanales, le site de Nobsin, c'est un site d'exploitation souterraine et à ciel ouvert avec un gisement de type fillon et alluvionnaire. Dans la forme souterraine les galeries ont une profondeur de 00 à 80 mètres. L'or étant devenu rare, le type d'exploitation à ciel ouvert tend vers la disparition. Sur le plan sécuritaire, il n'existe pas de sécurité privée ou publique mais Tecno sécurité et ONASIM assurent la sécurité chez OREZONE et donc par la même celle de la mine.



### 3.1.2. Statut légal des MAPE

Au Burkina Faso, en référence au code minier de 2015 en son article 5, l'exploitation artisanale de l'or peut se définir comme « l'ensemble des opérations qui consistent à extraire et concentrer des substances minérales comme l'or, le diamant et les autres gemmes, provenant des gîtes primaires et secondaires affleurant ou sub-fleurant et en récupérer les produits marchands en utilisant des méthodes et procédés manuels et traditionnels. Il existe un encadrement de l'exercice d'activités d'exploitation artisanale de substances de mines.

Au Burkina Faso, l'exploitation artisanale minière est conditionnée par l'obtention d'une d'Autorisation d'exploitation artisanale (AEA). Cela signifie que toute exploitation

artisanale sans titre est illégale et cette exigence est également conforme au CMC de l'UEMOA de 2003.

Au regard de ce qui précède, l'on peut dire que sur les sites artisanaux à petite échelle retenus dans le cadre de ce projet, il existe des sites illégaux car ne disposant pas d'autorisation d'exploitation artisanale. En effet sur les 11 sites couverts par l'enquête, 9 d'entre eux sont exploités sur la base d'autorisation d'accord oral entre les orpailleurs et les propriétaires terriens, seul le site de Nobsin possède un titre minier détenu par la société tandis que le site de Kagtanga dans le plateau central ne dispose d'aucun document légal.

Pour le site de Nobsin, le terrain est privé et appartient à la société minière OREZONE. Elle a concédé une partie aux artisans miniers en guise de dédommagement consécutif au déguerpissement intervenu en décembre 2019. Il existe une convention signée en 2017 entre la société minière et les artisans miniers. Aussi, une promesse de la mine d'accompagner les artisans miniers dans l'obtention des documents administratifs. En 2020 l'ANEEMAS avait initié une campagne pour l'établissement de la carte professionnelle mais les artisans miniers n'avaient pas adhéré à la campagne.

On comprend alors que globalement, les sites artisanaux à petite échelle dans la zone d'intervention du projet ne disposent pas de document d'autorisation officielle de la part de l'administration publique.

**Tableau 2: Statut légal des MAPE**

N	Nom du site	Nom du document détenu
1	Baskondo	autorisation d'accord verbal
2	Bongriga	autorisation d'accord verbal
3	Guibou	autorisation d'accord verbal
4	Kagtanga (Mogtédó V1-V2)	Néant
5	Margo	autorisation d'accord verbal
6	Nobsin	Autorisation d'exploitation artisanale (AEA)
7	Peelé	autorisation d'accord verbal
8	Sissamba	autorisation d'accord verbal
9	Soa	autorisation d'accord verbal
10	Tanlilin	autorisation d'accord verbal
11	Yabonso	autorisation d'accord verbal

Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021



## 3.2. Recensement des populations abritant les MAPE et des populations qui y travaillent

### 3.2.1. Répartition de la population abritant les MAPE par site et par sexe

Les mines artisanales sont généralement peuplées par les populations des villages environnants surtout lorsque la mine se trouve à proximité d'un village. La plupart des enfants de ses villages prennent pour destination les MAPE quelques fois même en période scolaire. Le phénomène peut être important surtout lorsque la MAPE donne la possibilité aux enfants de travailler au même titre que les adultes et de bénéficier des mêmes avantages que tirent ces derniers.

Il a été donc important de connaître la proportion des enfants des villages environnants ou abritant les MAPE qui travaillent sur les sites d'orpaillages, qu'ils soient ceux de leurs localités ou non. Le recensement des enfants dans les ménages des villages abritant les MAPE a permis de dénombrer plus de 9400 personnes vivantes dans les villages abritant les MAPE dont 4230 enfants d'âge compris entre 5 et 17 ans qui représentent 45% de la population totale vivant dans ces villages comme le montre le tableau ci-dessous. Ces résultats montrent que la proportion des enfants de 5 à 17 ans sont importante dans les villages. Le site de Nobsin pourvu constitue le site regorgeant le plus grand nombre d'enfants (58%) suivi des sites de Kagtanga (50%), Bonriga (48%), Tanlilin (47%), Baskondo (47%) et de Sissamba (40%). Au regard des proportions des enfants dans les différents sites, on comprend aisément que le nombre d'enfants est important dans tous les sites visités dans le cadre de cette enquête.

**Tableau 3 : Structure de la population des villages abritant les MAPE**

Sites	Total population	Total enfants(5-17ans	Proportion
Baskondo	1564	739	47%
Bongriga	186	90	48%
Guibou	1052	477	45%
Kagtanga (Mogtédó V1-V2)	918	461	50%
Margo	1302	458	35%
Nobsin	1213	708	58%
Peelé	760	268	35%
Sissamba	319	129	40%
Soa	191	75	39%
Tanlilin	1412	663	47%
Yabonso	484	162	33%
Total général	9401	4230	45%

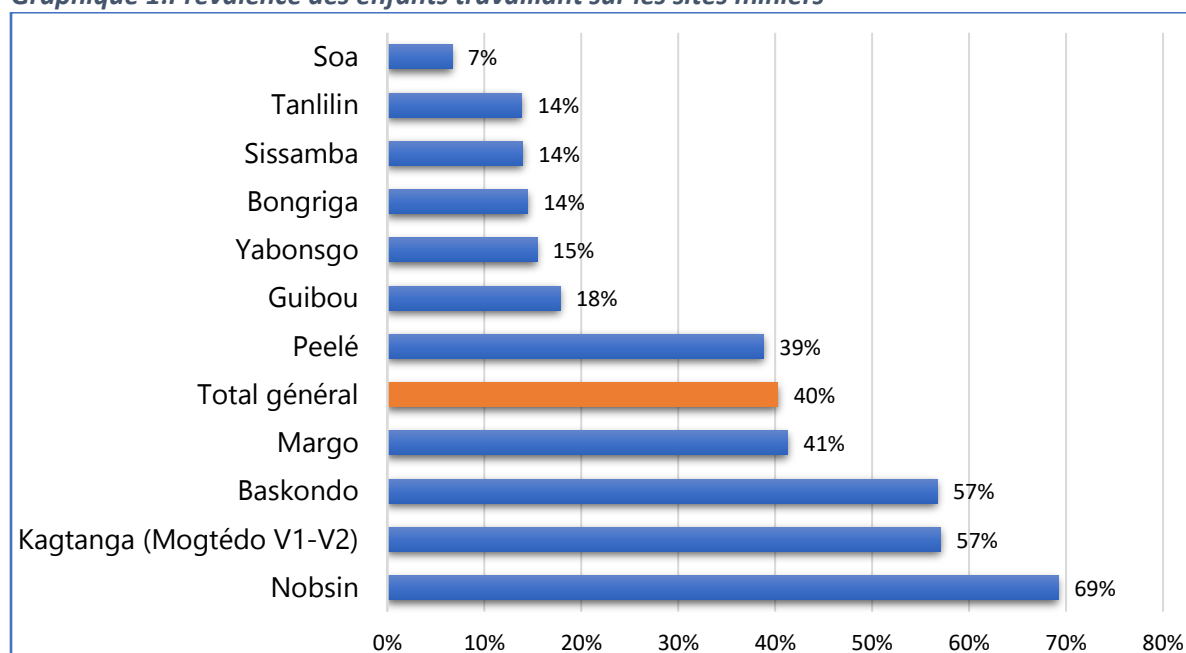
Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### 3.2.2. Prévalence des enfants travaillant sur les sites

La prévalence a été obtenue en faisant le rapport entre le nombre d'enfants âgés de 5 à 17ans travaillant sur les MAPE et le nombre total d'enfants présents de cette tranche d'âge recensé dans les localités abritant les MAPE.

Parmi les enfants de 5 à 17ans présents dans les différents villages abritant les MAPE, nombreux d'entre eux travaillent dans des sites d'orpaillages. En effet, selon les données collectées dans les MAPE, 40% des enfants de la tranche d'âge 5 à 17 ans exercent une activité sur les sites miniers, traduisant ainsi l'ampleur du travail des enfants sur les sites d'orpaillages dans la zone d'intervention du projet. Les sites pour lesquels la situation est plus préoccupante sont ; Nobsin (69%), Kagtanga (57%), Baskondo (57%), Margo (41%) comme le montre le graphique ci-dessous :

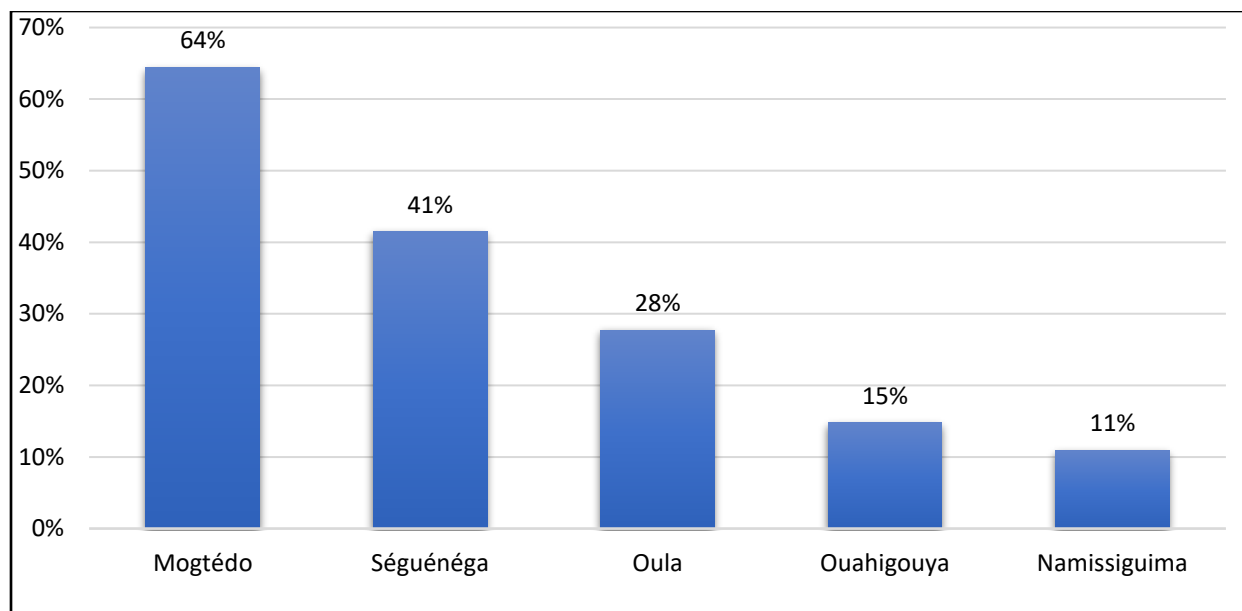
**Graphique 1:Prévalence des enfants travaillant sur les sites miniers**



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

En s'intéressant à la prévalence par commune, on constate que la commune de Mogtédó vient en première position avec 64% suivi de celle de Séguénéga avec 41 % puis de Oula (28%). Le travail des enfants dans les sites d'orpaillages est donc plus élevé dans les communes de Mogtédó et de Séguénéga. Ce sont des sites qui accueillent beaucoup d'enfants aussi bien des villages environnants que des villages éloignés. Le travail des enfants sur ces sites est donc une préoccupation au regard des chiffres présentés.

**Graphique 2 : Prévalence des enfants travaillant sur les sites miniers**

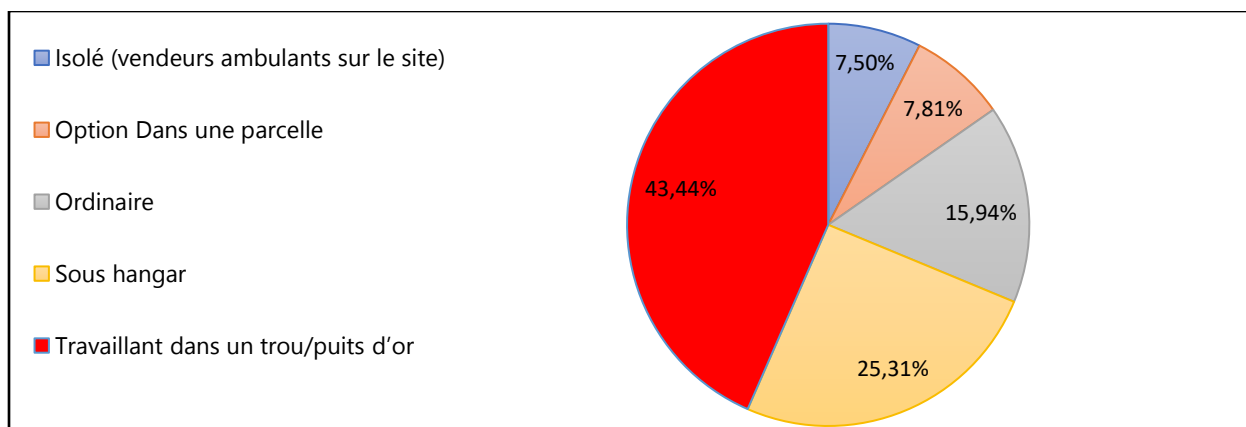


Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### 3.2.3. Caractéristiques des ménages orpailleurs

Les populations sur les MAPE sont constituées généralement sous forme de ménage par le lien du travail. En effet, autour d'une activité donnée, par exemple le creusage d'un trou, on retrouve un certain nombre d'individu qui dépendent d'un seul individu qui est considéré ici comme chef de ménage ou de l'activité. Ainsi, au cours du recensement, 320 ménages ont été dénombrés dont plus de 43% travaillant dans un trou/puits ; 25,31% sous un hangar et près de 16% de ménage ordinaire, c'est-à-dire des ménages constitués sous le lien de parenté vivant sous un seul toit ou non et mettant en commun leurs revenus et sont sous l'autorité d'un seul chef appelée chef de ménage. Ces derniers types de ménage sont généralement les ménages commerçants.

**Graphique 3: Répartition des ménages recensés selon la catégorie**



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

Dans toutes les MAPE, les ménages travaillant dans les Galeries sont les plus nombreux à l'exception des sites de Baskondo, Margo et Péelé où respectivement la proportion des ménages ordinaire, sous hangar et dans une parcelle sont les plus nombreux. En effet, dans les sites de Baskondo, 41% et 32% des ménages sont respectivement des ménages ordinaires et sous hangar traduisant un site mouvementé sur le plan d'activités connexes autres que l'activité d'extraction de l'or. On peut dire qu'il s'agit d'un site où il y'a des activités commerciales importantes outre le fait de creuser l'or qui est l'activité principale des orpailleurs. A péelé, le type d'orpaillage semble être sur la parcelle car on dénombre plus de ménages sur des parcelles. Le tableau ci-dessous fait une répartition de la proportion des ménages par catégorie et par site.

**Tableau 4: Répartition des ménages par site et par catégorie**

Site	Isolé (vendeurs ambulants sur le site)	Option Dans une parcelle	Ordinaire	Sous hangar	Travaillant dans un trou/puits d'or	Total général
<b>Baskondo</b>	11%	4%	41%	32%	12%	100%
<b>Bongriga</b>	0%	0%	0%	20%	80%	100%
<b>Guibou</b>	0%	0%	27%	0%	73%	100%
<b>Kagtanga (Mogtédo V1-V2)</b>	12%	23%	0%	0%	65%	100%
<b>Margo</b>	3%	8%	13%	48%	30%	100%
<b>Nobsin</b>	10%	14%	0%	0%	76%	100%
<b>Peelé</b>	3%	33%	10%	27%	27%	100%
<b>Sissamba</b>	2%	0%	7%	35%	56%	100%
<b>Soa</b>	14%	0%	7%	14%	64%	100%
<b>Tanlilin</b>	29%	0%	5%	24%	43%	100%
<b>Yabonso</b>	0%	0%	15%	25%	60%	100%
<b>Total général</b>	8%	8%	16%	25%	43%	100%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### 3.2.4. Répartition de la population travaillant sur les MAPE selon le sexe

Le recensement des membres des ménages a permis de disposer d'information sur la structure de la population des MAPE selon le sexe et le lieu de provenance ainsi que selon les activités réalisées. Au total 1718 personnes vivent dans les MAPE dont 1230 hommes (72%) et 488 femmes (28%). Les sites de Baskondo, de Margo et de Nobsin sont les plus importants avec respectivement 524, 253 et 215 personnes vivant sur ces sites.

Certains sites sont quasiment peuplés par des hommes notamment les sites Bongriga, Sissamba, Soa, Yabonsgo, Nonbsin ou la proportion des femmes recensés lors de l'enquête ne dépasse pas les 7%. Le tableau ci-dessous présente la répartition de la population travaillant sur les MAPE selon le sexe. Cette population a été recensés entre le 1<sup>er</sup> et le 12 juin 2021 dans les différents MAPE. Seules les personnes présentes sur les sites au moment du passage des agents enquêteurs ont été enquêtés.

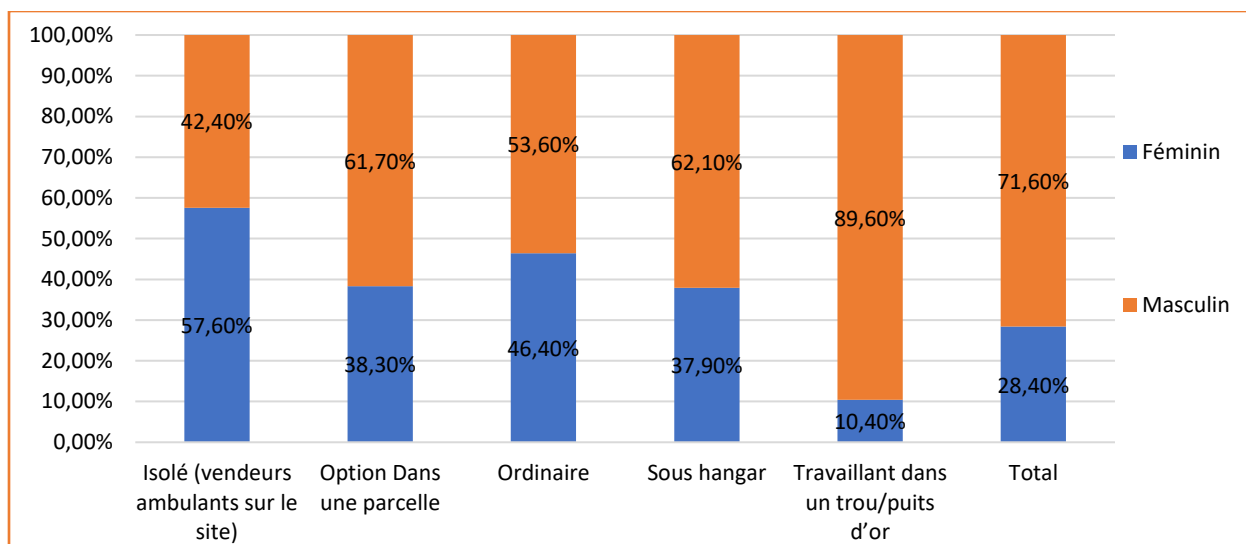
**Tableau 5: Nombre de personnes recensés sur les MAPE au moment de l'enquête**

Sites	Féminin	Masculin	Total
Baskondo	232	292	524
Bongriga	0	39	39
Guibou	21	92	113
Kagtanga (Mogtédo V1-V2)	17	79	96
Margo	86	167	253
Nobsin	5	70	75
Peelé	107	108	215
Sissamba	0	158	158
Soa	2	50	52
Tanlilin	13	94	107
Yabonsgo	5	81	86
Total	488	1230	1718

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

Les femmes sont plus représentées dans les ménages isolés notamment les vendeurs ambulants sur le site (près de 58%) tandis que dans les ménages travaillant dans les trous ou puits d'or, les hommes représentent près de 90%. Pour les ménages sous hangar, plus de 62% des personnes dirigées par des hommes sont sur des hangars. Les femmes sont aussi représentées au niveau des ménages ordinaires (46,40%) mais toujours inférieurs aux hommes qui sont près de 54% travaillant sous des hangars.

**Graphique 4: Répartition de la population selon le sexe et par type de ménage**

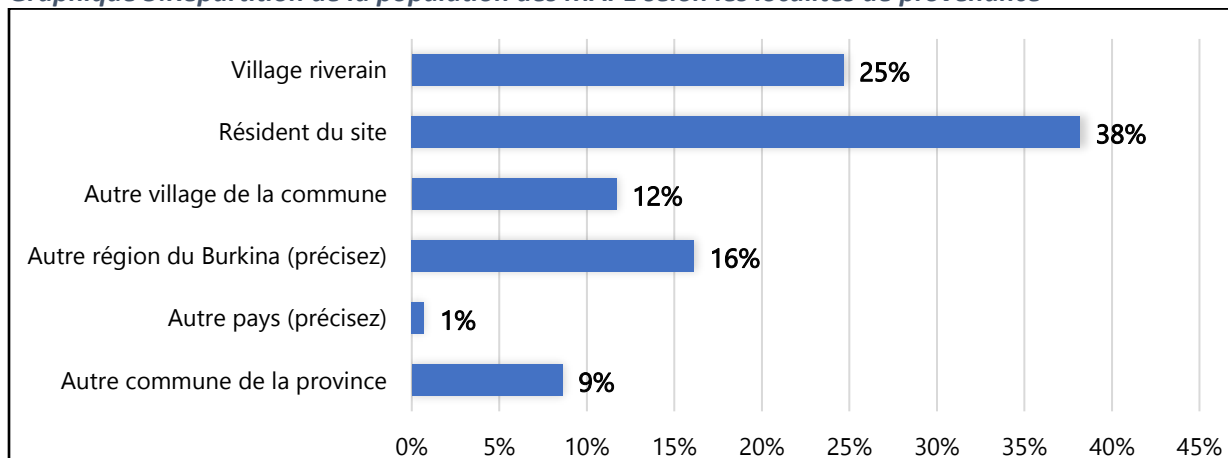


Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### 3.2.5. Provenance des populations sur les sites

La population résidente des MAPE dans les différentes communes proviennent essentiellement des villages abritant les MAPE (38%), ou des villages riverains (25%) ou encore d'autres villages de la commune (9%). On comprend aisément que la population des MAPE se constitue essentiellement d'abord à travers les populations résidentes avant d'être peuplé souvent par des populations venues d'ailleurs. Outre les populations résidentes ainsi que les populations des villages environnantes, les MAPE sont également peuplés par des populations d'autres région du Burkina (16%) ou d'autres pays (1%).

**Graphique 5: Répartition de la population des MAPE selon les localités de provenance**



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

En analysant de façon détaillée la répartition de la population des MAPE selon la localité et par sexe, l'on s'aperçoit que la situation n'est pas pareille selon les sites et selon les

communes. Le site de Baskondo est peuplé de personnes venant d'autres régions du Burkina autre que la région du Nord (51%) tandis que les autres sites sont peuplés par les personnes résidentes de la localité et/ou dans les villages riverains.

Près de 70% de la population recensés sur le site de Bongriga sont des résidents tandis que 31% proviennent des villages riverains. On note que 18%, 15%, 14%, 13% et 11% des populations respectivement des sites de Tanlilin, Soa, Yabonsgo, Nobsin et Baskondo proviennent des autres communes de la province tandis que 26%, 21%, 11% des populations des sites de Baskondo, Yabonsgo et de Tanlilin et Kagtanga proviennent d'autres communes au sein de la commune. Le tableau ci-dessous permet de comprendre la structure de la population selon le lieu de provenance. Certains sites abritent des populations déversées et souvent venant de très loin voir d'autres pays tandis que d'autres sites ne renferment que des riverains. Mais globalement, on retient que la plupart des sites sont peuplés par les riverains, ce qui s'explique au regard de l'ancienneté des sites. Ce sont des sites dont seuls les populations résidentes espèrent encore des opportunités sur le site en raison de la découverte de nouveau des lignes d'orpaillage.

**Tableau 6 : Répartition des populations des sites selon le lieu de provenance**

	Autre commune de la province	Autre pays (précisez)	Autre région du Burkina)	Autre village de la commune	Résident du site	Village riverain	Total
Baskondo	11%	2%	51%	26%	5%	6%	100%
Bongriga	0%	0%	0%	0%	69%	31%	100%
Guibou	6%	0%	3%	11%	50%	31%	100%
Kagtanga	9%	0%	1%	3%	21%	66%	100%
Margo	6%	0%	2%	5%	47%	40%	100%
Nobsin	13%	0%	1%	1%	29%	55%	100%
Peelé	1%	0%	0%	0%	55%	43%	100%
Sissamba	4%	0%	1%	4%	82%	9%	100%
Soa	15%	0%	0%	0%	83%	2%	100%
Tanlilin	18%	1%	0%	11%	57%	13%	100%
Yabonsgo	14%	0%	1%	21%	42%	22%	100%
Total	9%	1%	16%	12%	38%	25%	100%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### 3.3. Données de l'enquête auprès des enfants travaillant sur les MAPE

#### 3.3.1. Caractéristiques des enfants travaillant sur les MAPE

##### ❖ Répartition des enfants enquêtés par site

Sur les 408 rencontrés à l'occasion de l'enquête, 82 sont sur le site de Tanlilin, 73 à Guibou, 74 à Baskondo. Ce sont les sites où le nombre d'enfants présents étaient les plus nombreux lors du passage des enquêteurs. Plus de 20% des enfants recensés ont été rencontrés sur le site de Tanlilin, plus de 18% sur le site de Baskondo, et environ 18% à Guibou. Le nombre d'enfants recensés sur les sites de Yabonsgo et de Sissamaba sont les moins nombreux soit respectivement 1,72% et 2,94%. Le tableau suivant présente la répartition détaillée du nombre d'enfants rencontrés par site.

**Tableau 7 : Répartition du nombre d'enfants enquêtés par site**

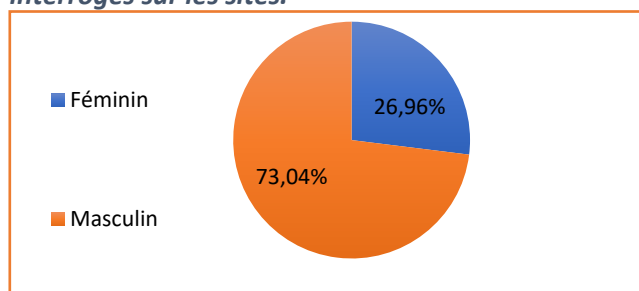
Nom du site	Féminin	Masculin	Total général
Baskondo	27	47	74
Bongriga	1	7	8
Guibou	13	60	73
Kagtanga (Mogtédo V1-V2)	8	11	19
Margo	13	34	47
Nobsin	12	26	38
Peelé	12	21	33
Sissamba	2	10	12
Soa	7	8	15
Tanlilin	15	67	82
Yabonsgo		7	7
Total général	110	298	408

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

##### ❖ Sexe des enfants travaillant sur les sites

Sur les 11 sites visités dans le cadre de cette enquête, 408 enfants ont été interrogés dont 27% de sexe Féminin traduisant la nature de l'activité sur les MAPE qui nécessite souvent des efforts physiques considérables dont les jeunes garçons sont les plus outillés.

**Graphique 6 : Répartition par sexe des enfants interrogés sur les sites.**



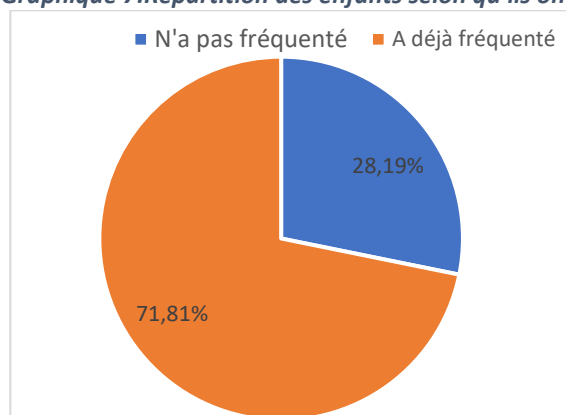
Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021



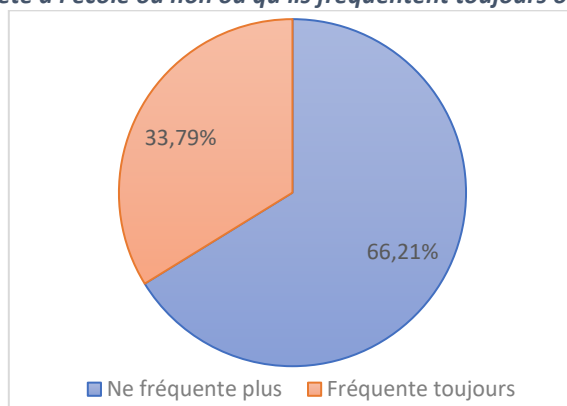
### ❖ Niveau d'instruction et statut de scolarité des enfants

Parmi les enfants enquêtés sur les sites, près de 82% d'entre eux ont déjà été à l'école, c'est à dire que ce sont des enfants qui sont soit toujours scolarisés ou ayant abandonné l'école au profit de l'orpaillage. Sur les enfants ayant déclaré avoir fréquenté l'école, seulement 34,47% sont toujours à l'école. On note que 65,5% ont abandonné l'école au profit des mines.

**Graphique 7: Répartition des enfants selon qu'ils ont été à l'école ou non ou qu'ils fréquentent toujours ou non**



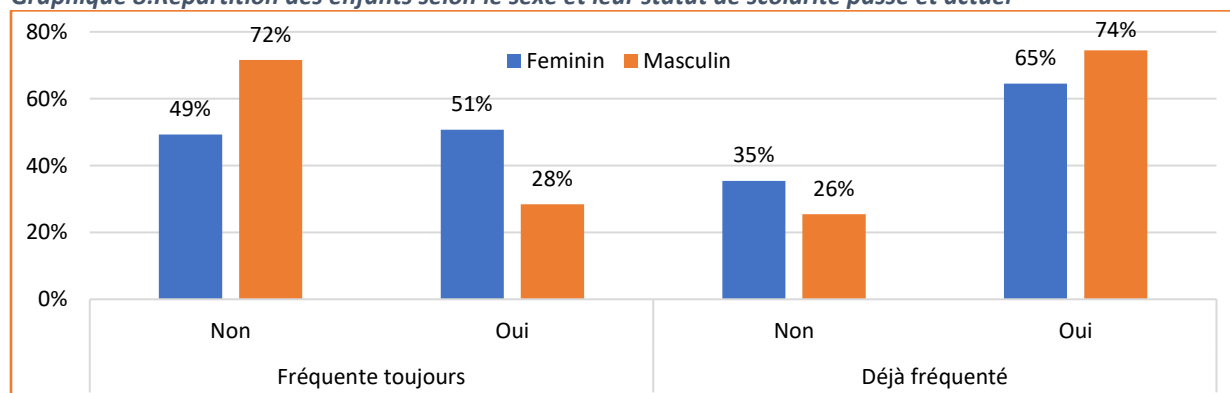
Source : enquête terrain, 1er au 12 Juin 2021



Source : enquête terrain, 1er au 12 Juin 2021

Le graphique 8 ci-dessous présente la répartition des filles et garçons selon qu'ils ont été à l'école ou non. 74% et 65% des filles rencontrés disent avoir été à l'école, ce qui montre que la majorité des enfants présents sur les sites quel que soit le sexe ont au moins été une fois à l'école avec plus de garçons que de filles. En s'intéressant à ceux ou celles qui sont toujours scolarisés, seulement 51% et 28% respectivement de filles et de garçons travaillant sur les MAPE et ayant fréquenté sont toujours scolarisés de nos jours. On note alors une déperdition énorme au niveau des garçons comparativement aux filles.

**Graphique 8: Répartition des enfants selon le sexe et leur statut de scolarité passé et actuel**



Source : enquête terrain, 1er au 12 Juin 2021

Parmi les enfants présents sur les sites ayant été interrogés, plus de 46% d'entre eux ont un niveau primaire, près de 20% le niveau post primaire et 0,25% ont un niveau secondaire, c'est-à-dire de la seconde à la terminale. Ces chiffres confirment que les enfants présents sont effectivement des élèves. Les enfants sont donc présents sur les sites même en période scolaire, toute chose qui contribuera négativement à la dégradation du niveau des élèves dans ces différentes localités.

Quelque soit le sexe, les enfants ayant le niveau primaire sont les plus nombreux sur les sites. On note que 33% des filles et 51% des garçons ont le niveau primaire. 25% des filles et 17% des garçons ont le niveau post primaire. Celles qui n'ont pas de niveau représentent 26% des filles et 20% des garçons.

**Tableau 8: Répartition des enfants enquêtés par rapport au niveau d'instruction**

Instruction / Sexe	Féminin		Masculin		Total	
Alphabétisé en langue locale	2	2%	8	3%	10	2%
Aucun	29	26%	59	20%	88	22%
Ecole coranique	15	14%	26	9%	41	10%
Post-primaire (6ème – 3ème)	28	25%	52	17%	80	20%
Primaire	36	33%	152	51%	188	46%
Secondaire (2nde – 1re)		0%	1	0%	1	0%
Total général	110	100%	298	100%	408	100%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Statut de vie des parents (vivants ou décédés)

Contrairement à ce que l'on peut penser, la plupart des enfants présents sur les MAPE ont leurs parents en vie. En effet, 92% d'entre eux sont les deux parents en vie, tandis que 5,64% ont leurs pères décédés et près de 2% ont leurs mères décédées. Pres de 13% des filles présentent sur les MAPE ont leur père décédé et près de 3% leur mère décédée. La plupart des filles (84,55%) et des garçons (95%) ont leurs deux parents en vie.

**Tableau 9: Répartition des enfants selon le statut de vie des parents (vivants ou décédés)**

Statut de vie des parents/ Sexe	Féminin		Masculin		Total	
Mère décédée	3	2,73%	5	1,68%	8	1,96%
Père décédé	14	12,73%	9	3,02%	23	5,64%
Père et mère décédés		0,00%	1	0,34%	1	0,25%
Père et mère en vie	93	84,55%	283	94,97%	376	92,16%
Total général	110	100,00%	298	100,00%	408	100,00%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Lien de parenté avec le chef de ménage du lieu de résidence des enfants

Si le statut de vie des parents n'est pas totalement un lien avec la présence des enfants sur les sites, il convient de vérifier la relation entre la présence des enfants sur les sites et les chefs de

ménage avec qui ils vivent réellement. On constate que près de 62% des enfants vivent avec leurs parents biologiques (père et mère), plus de 10% sont chez des employeurs, et près de 5% et 4% vivent respectivement avec leur mère uniquement et avec leur oncle ou tante comme le montre le tableau ci-dessous. La répartition par sexe traduit également cette réalité. La majorité des filles comme les garçons vivent chez leurs parents biologiques. Chez les filles, 15% d'entre elles vivent seul avec leur mère, 6% avec leur oncle ou tante. Chez les garçons par contre, 13% vivent chez leurs employeurs et 5% vivent seul.

**Tableau 10: Répartition des enfants enquêtes concernant les personnes avec qui ils vivent**

Avec qui vis-tu actuellement	Féminin		Masculin		Total	
<b>Autres (préciser)</b>	1	1%	1	0%	2	0%
<b>Autres parents</b>		0%	10	3%	10	2%
<b>Chez mon employeur</b>	3	3%	40	13%	43	11%
<b>Chez un ami</b>	1	1%	8	3%	9	2%
<b>Frère/Sœur</b>	3	3%	15	5%	18	4%
<b>Grands-parents</b>	1	1%	3	1%	4	1%
<b>Mère et Père</b>	70	64%	182	61%	252	62%
<b>Mère seul</b>	16	15%	4	1%	20	5%
<b>Oncle/tante</b>	7	6%	9	3%	16	4%
<b>Père seul</b>	3	3%	7	2%	10	2%
<b>Sans lien de parents</b>	2	2%	3	1%	5	1%
<b>Seul</b>	3	3%	16	5%	19	5%
<b>Total général</b>	110	100%	298	100%	408	100%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Profession de la personne chez qui vit les enfants

Les enfants vivent pour la plupart chez des orpailleurs (48%) et 38% chez des agriculteurs et éleveurs (38%). Au regard de ces résultats, l'on peut penser que la profession de la personne avec qui vit l'enfant est un facteur favorisant ce dernier à aller travailler sur les sites d'orpaillages. Les enfants issus de parents salariés qu'il soit du public ou du privé sont assez rare sur le site tandis que les enfants des commerçants et d'autres acteurs représente respectivement 6,4% et 6,9% de la population des sites miniers. En termes de répartition par sexe, la situation est similaire aussi bien chez les garçons que chez les filles à l'exception des parents commerçants ou la proportion des filles présentent est relativement importante par rapport à celle des garçons.

**Tableau 11: Répartition des enfants enquêtes par rapport Profession de la personne chez qui tu vis**

Profession/sexe	féminin		Masculin		Total général	
<b>Agriculteur/Eleveur</b>	37	33,64%	119	39,93%	156	38,24%
<b>Artisan</b>	1	0,91%	1	0,34%	2	0,49%
<b>Autre (à préciser)</b>	7	6,36%	21	7,05%	28	6,86%
<b>Commerçant</b>	14	12,73%	12	4,03%	26	6,37%

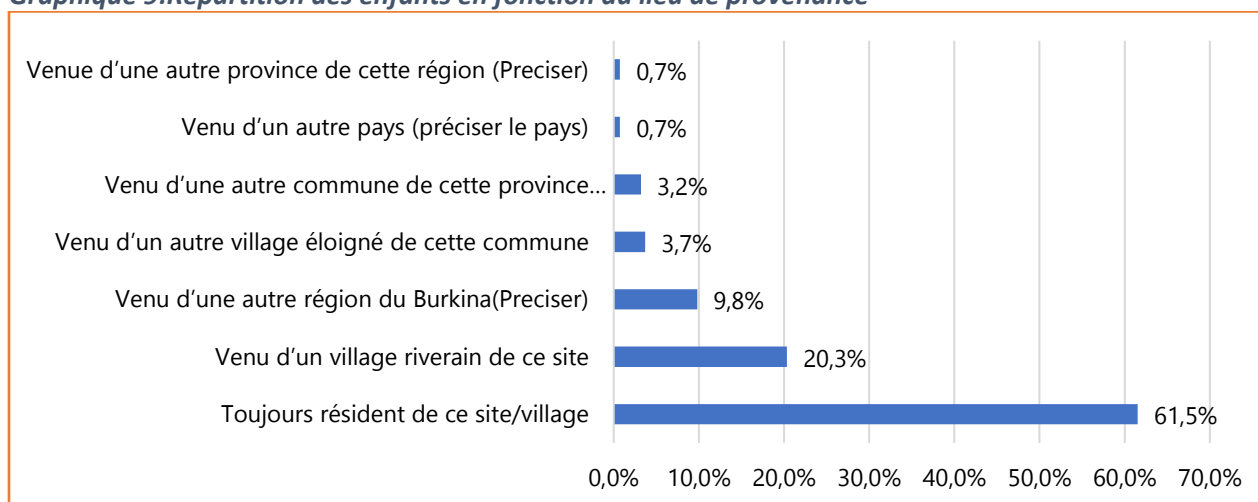
<b>Orpailleur</b>	51	46,36%	144	48,32%	195	47,79%
<b>Salarié du public/Salarié du privé</b>		0,00%	1	0,34%	1	0,25%
<b>Total général</b>	110	100,00%	298	100,00%	408	100,00%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### ❖ Lieu de provenance des enfants

Tout comme la structure de la population globale, on constate que la plupart des enfants présent sur les sites proviennent des villages abritant les MAPE (61,5%) ainsi que des villages riverains (20,3%). Il y a également près de 10% des enfants qui proviennent d'autres régions du Burkina, 3,7% proviennent d'un autre village éloigné de la commune. On comprend alors que les enfants ne proviennent pas uniquement dans les villages environnants, ils parcourent de longue distance pour aller dans d'autres sites soit par le biais de leurs parents orpailleurs, soit par d'autres moyens individuels. La migration des enfants vers les sites d'orpillage est une réalité dans la zone d'intervention du projet.

**Graphique 9: Répartition des enfants en fonction du lieu de provenance**



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

La répartition par sexe et par lieu de provenance (tableau 12) montre que la proportion des filles venu d'une autre province ou d'une région du Burkina est importante comparativement à celle des garçons. En effet, près de 16,4% et 1,8% des filles présentent sur les sites proviennent respectivement d'une autre région ou d'une autre province du pays.

**Tableau 12: Répartition des enfants enquêtés par rapport Profession de la personne chez qui tu vis**

Provenance	Féminin	Masculin	Total général
Toujours résident de ce site/village	57,27%	63,09%	61,52%
Venu d'un autre pays	1,82%	0,34%	0,74%
Venu d'un autre village éloigné de cette commune	5,45%	3,02%	3,68%
Venu d'un village riverain de ce site	17,27%	21,48%	20,34%
Venu d'une autre commune de cette province	0,00%	4,36%	3,19%
Venu d'une autre région du Burkina	16,36%	7,38%	9,80%

Venue d'une autre province de cette région	1,82%	0,34%	0,74%
Total général	100,00%	100,00%	100,00%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### ❖ Canal de découverte du site d'orpaillage

A la question « comment avez-vous découvert ce site aurifère », on note que plus de 39% l'ont découvert par eux-mêmes sans l'aide d'autres personnes. Il s'agit d'informations fournies de bouche à oreille. Comme le présente le tableau-ci-dessous, près de 31% des enfants sont dans les sites à cause de leurs parents. Pres de 37% des filles ont découverts les sites elles-mêmes et 16,4% à travers leurs amis. Chez les garçons, plus de 40% d'entre eux ont fait la découverte eux-mêmes et plus de 24% ont été entraînés par leurs amis.

**Tableau 13: Canal de découverte du site d'orpaillage par les enfants**

Connaissance des MAPE	féminin		Masculin		Total général	
<b>Autre (à préciser)</b>	3	2,73%	8	2,68%	11	2,70%
<b>Par mes amis</b>	18	16,36%	72	24,16%	90	22,06%
<b>Par mes parents</b>	48	43,64%	78	26,17%	126	30,88%
<b>Par moi-même</b>	40	36,36%	120	40,27%	160	39,22%
<b>Par mon employeur</b>	1	0,91%	20	6,71%	21	5,15%
<b>Total général</b>	110	100,00%	298	100,00%	408	100,00%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### ❖ Expérience dans le travail minier sur les MAPE

Les résultats des entretiens individuels avec les enfants montrent que plus de 47% des enfants ont une expérience de travail compris d'un an sur les sites tandis que plus de 63% travaillent sur les MAPE il y a au moins 2 ans et au plus 9 ans. Le travail d'orpaillage n'est donc pas une nouvelle expérience de travail pour beaucoup d'entre eux.

**Tableau 14: Répartition des enfants enquêtés par rapport au nombre d'année travailler sur le site**

Nombre d'année de travail sur le site actuel	Féminin	Masculin	Total général
1	36,36%	51,01%	47,06%
2	26,36%	21,81%	23,04%
3	22,73%	12,75%	15,44%
4	7,27%	7,05%	7,11%
5	2,73%	4,03%	3,68%
6	1,82%	3,02%	2,70%
8	1,82%	0,34%	0,74%
9	0,91%	0,00%	0,25%
Total général	100,00%	100,00%	100,00%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

A la question de savoir « combien de temps, tu travailles sur ce site actuel », on constate que c'est dans les sites de Kagtanga (Mogtédó V1-V2), Margo, Nobsin et Peelé que des enfants travaillent il ya au moins 5ans. Dans les autres sites, la quasi-totalité des enfants y sont il ya entre 1 et 4ans. Sur le site de Guibou, 66 enfants sur 73 enquêtés soit plus de 90% des enfants travaillent sur le site il ya un an. Globalement, les enfants sont une grande expérience sur les sites du plateau central par rapport aux sites du Nord.

**Tableau 15: Depuis combien de temps es-tu/travailles-tu sur ce site actuel ?**

Site/Nbre d'année de travail	1	2	3	4	5	6	8	9	Total
Baskondo	10	32	24	8					74
Bongriga	8								8
Guibou	66	6	1						73
Kagtanga (Mogtédó V1-V2)	6	5	2	2		3	1		19
Margo	6	8	16	6	8	3			47
Nobsin	3	16	4	6	5	2	1	1	38
Peelé	6	8	10	4	1	3	1		33
Sissamba	10	1		1					12
Soa	13	1		1					15
Tanlilin	59	15	6	1	1				82
Yabonsgo	5	2							7
<b>Total général</b>	<b>192</b>	<b>94</b>	<b>63</b>	<b>29</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>408</b>

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### 3.3.2. Situation des droits humains et des droits des enfants sur les MAPE

#### 3.3.2.1. Accès à l'éducation des enfants travaillant sur les MAPE

Ce paragraphe présente l'occupation des enfants, leur niveau d'instruction ainsi que l'accessibilité actuel aux espaces d'apprentissages par les enfants dans leur milieu.

Plus de 55% des enfants présents sur les MAPE étaient des élèves avant leur arrivé sur les sites, 18,4% n'avaient aucune occupation, tandis que 11% faisaient déjà de l'orpaillage soit dans d'autres sites ou à domicile. Près de 10% d'entre eux pratiquaient des activités d'agriculture et/ou d'élevage comme le montre le tableau ci-dessous. Ces résultats montrent que les enfants présents sur les MAPE n'étaient pas sans activité pour la plupart avant d'aller sur les sites.

**Tableau 16: Répartition des enfants en fonction de leurs occupations principales avant de venir sur le site**

Occupation/sexe	Féminin		Masculin		Total général	
<b>Agriculture/élevage</b>	14	12,73%	25	8,39%	39	9,56%
<b>Aucune occupation</b>	16	14,55%	59	19,80%	75	18,38%
<b>Autre (préciser)</b>	3	2,73%	7	2,35%	10	2,45%
<b>Commerce</b>	8	7,27%	3	1,01%	11	2,70%
<b>Elève</b>	59	53,64%	166	55,70%	225	55,15%
<b>Mécanique</b>		0,00%	2	0,67%	2	0,49%

<b>Orpaillage</b>	10	9,09%	36	12,08%	46	11,27%
<b>Total général</b>	110	100,00%	298	100,00%	408	100,00%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

Le fait marquant est que la majorité est constitué d'élèves toute chose qui pourrait leur priver de leur droit à l'éducation. Le tableau ci-dessous montre que sur les 80 soit près de 20% des enfants interrogés qui ont un niveau du post-primaire, 16 d'entre eux (20%) travaillent sur les mines il y a au moins 5 ans. On note également que 8,5% des enfants du primaire sont dans les mines au moins 5 ans, c'est-à-dire qu'ils y sont probablement à l'âge de 6,7 ans voire moins. Cette présence des enfants scolarisés n'est pas sans conséquence sur leur instruction. Deux enfants sont probablement nés sur les sites miniers et y sont toujours, mais disent avoir un niveau primaire, toute chose qui permet de dire que même les enfants qui naissent sur les MAPE ne sont pas forcément exclus du système éducatif. D'autres sont inscrits dans les établissements scolaires existant dans les localités mais l'influence du milieu peut contribuer négativement à leur évolution scolaire.

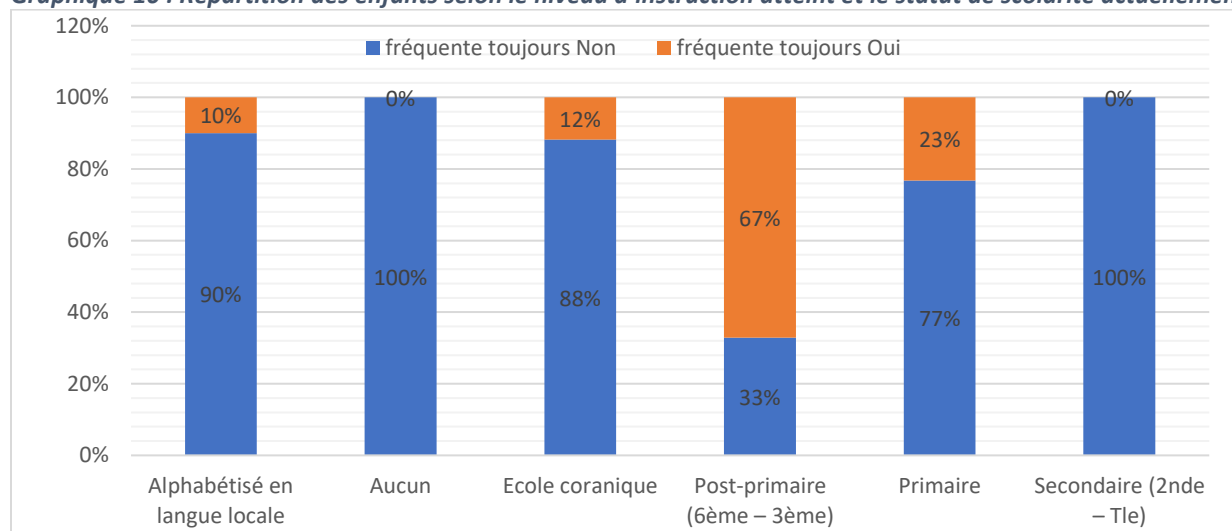
**Tableau 17 : Répartition du nombre d'année travailler sur le site des enfants par rapport au niveau d'instruction**

Instruction/Nombre d'année de travail	[1;5]	[11;15]	[6;10]	12 et plus	Total
Alphabétisé en langue locale	10	0	0	0	10
Aucun	79	2	6	1	88
École coranique	39	1	0	1	41
Post-primaire (6ème – 3ème)	64	11	3	2	80
Primaire	172	7	7	2	188
Secondaire (2nde – Tle)	1				1
<b>Total général</b>	<b>365</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>408</b>

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

Beaucoup d'élèves ont abandonné l'école du fait du travail dans les mines. En effet, parmi les enfants qui disent avoir été à l'école, seulement 34,5% le sont toujours, plus de la moitié ont abandonné totalement l'école au profit des travaux sur les MAPE. La plupart d'entre eux n'ont pas un niveau élevé. Le graphique ci-dessous montre que les enfants du primaire sont les plus nombreux à quitter les bancs de l'école au profit des travaux dans les MAPE. On constate que 77% et 33% des enfants qui ont respectivement un niveau primaire et un niveau post-primaire ont quitté totalement l'école. On comprend alors que le travail dans les mines contribue négativement à l'instruction et les enfants qui y travaillent sont privés alors de leurs droits à l'éducation dans un environnement protecteur et sûr.

**Graphique 10 : Répartition des enfants selon le niveau d'instruction atteint et le statut de scolarité actuellement**



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

Les raisons de l'abandon des écoles par les enfants s'expliquent entre autres par le besoin d'avoir de l'argent pour aider la famille (23%), ou le manque de moyens financiers (33%) pour subvenir aux besoins quotidiens ou tout simplement parce que l'intérêt de l'école n'est pas connu.

### 3.3.2.2. Conditions de Travail des enfants

#### ❖ Occupation actuelle des enfants sur les MAPE

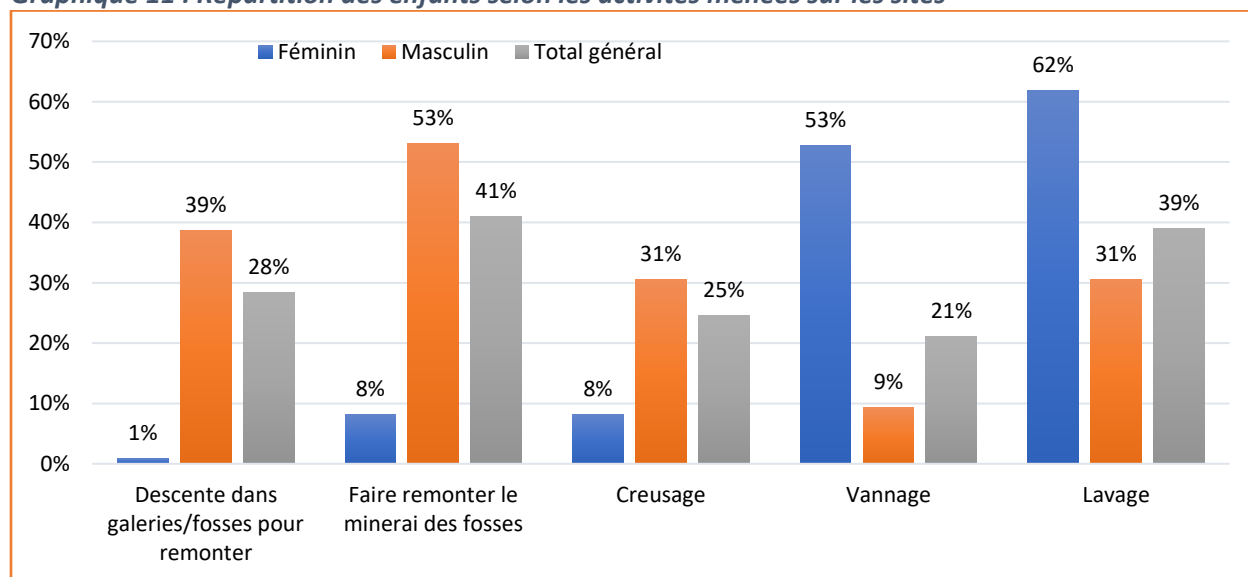
L'âge minimum d'accès à l'emploi est 16 ans. Toutefois, il peut être dérogé à cet âge minimum lorsqu'il s'agit de travaux légers. Les pires formes de travail des enfants sont interdites pour les personnes de moins de 18 ans.

A la question « quelle est ton occupation sur le site ? » 41% des enfants rencontrés font remonter les minerais des fosses, 39% font le lavage, 28% descendent même dans les galeries, les fosses pour faire remonter les minerais, tandis que 25% et 21% font respectivement le creusage et le vannage. Les jeunes filles sont beaucoup plus dans le lavage et le vannage, respectivement 62% et 53% d'entre elles tandis que les jeunes garçons travaillent beaucoup plus dans la remonté des minerais des fosses (53%), dans la descente dans les fosses pour faire remonter les minerais (39%) mais également dans le creusage avec 31% d'entre eux qui le font. La nature des activités que mènent les enfants sont des activités qui demandent beaucoup d'efforts physiques de leur part notamment pour remonter les minerais du trou qui est souvent à plusieurs dizaines de mètres. Aussi,



l'activité de creusage est une activité très dangereuse aussi bien pour les adultes que pour les enfants. Ainsi, un enfant qui s'adonne à cette activité pratique des travaux dangereux qui peut même risquer sa vie au regard de la profondeur des trous et des risques éventuels d'éboulement.

**Graphique 11 : Répartition des enfants selon les activités menées sur les sites**



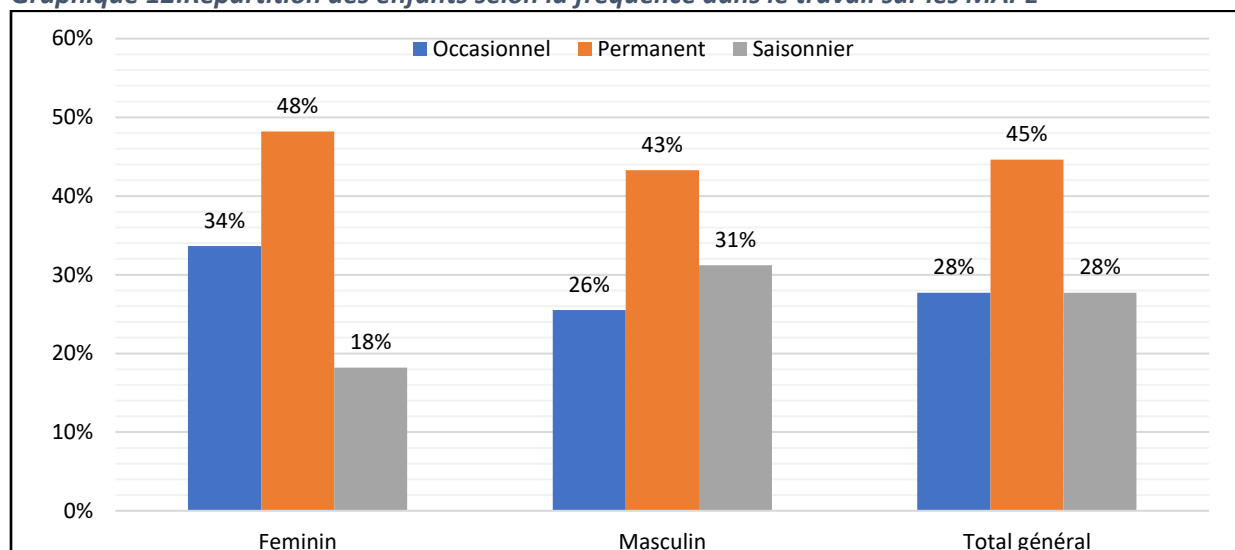
Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

A la période l'enquête, les principales activités auxquelles se donnent les enfants présents sur les sites sont notamment le concassage, le transport des minerais, la vente d'eau, la restauration ainsi que la vente d'articles.

#### ❖ **Fréquence dans le travail (permanent, occasionnel ou saisonnier) :**

Les activités pratiquées cités plus haut traduisent déjà le niveau de la forme de travail qui est très dure pour un enfant car peut non seulement compromettre sa santé et sa sécurité. Mais ce qui rends encore cette difficulté est que la plupart des enfants qui y sont les pratiques de façon permanente chaque jour et ce durant tout le temps qu'ils y sont. En effet, 45% de enfants travaillent de façon permanente sur les sites, 28% de façon occasionnellement et enfin 28% de façon saisonnière lorsque la situation le leur permet. En effet, pendant les vacances, en milieu rural abritant des MAPE, certains enfants pour préparer leurs rentrés scolaires s'adonnent aux activités de lavage, de vannage.

**Graphique 12: Répartition des enfants selon la fréquence dans le travail sur les MAPE**

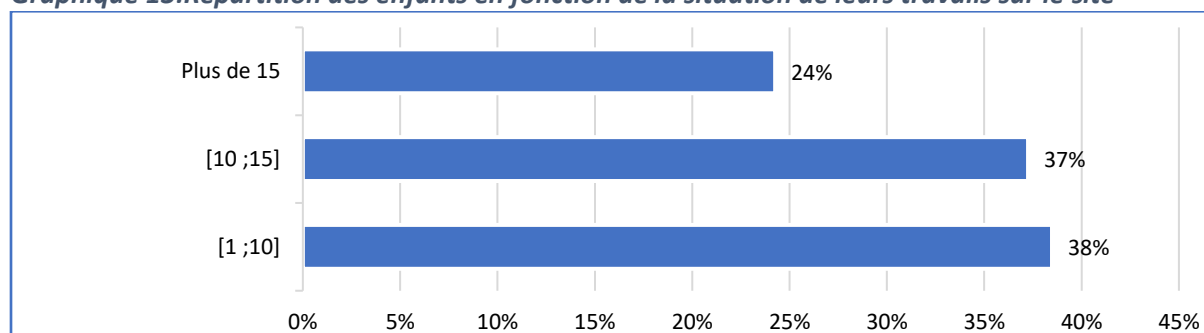


Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Temps de travail par jour des enfants sur le MAPE

Les enfants travaillent énormément sur les sites miniers. En effet, on constate que 24% d'entre eux travaillent au moins 15 heures par jours, 37% entre 10 à 15 heures et 38% ont moins de 10 heures de travail par jour. Ces chiffres traduisent clairement la surcharge de travail dont sont victimes les enfants sur les MAPE. Les enfants travaillent énormément avec beaucoup de risque sur leur santé.

**Graphique 13: Répartition des enfants en fonction de la situation de leurs travaux sur le site**



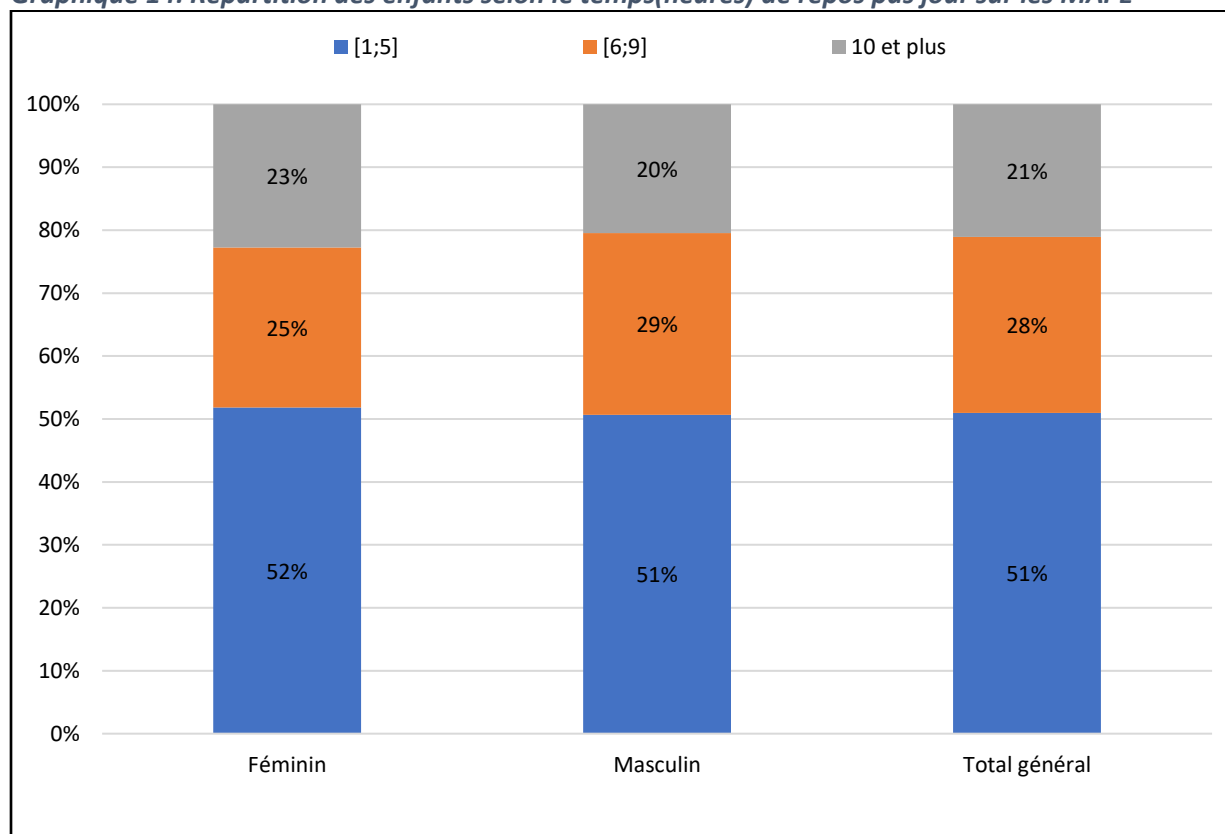
Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Temps de repos des enfants sur les sites

A l'opposé, les enfants se reposent moins sur le MAPE. A la question « combien d'heures par jour vous vous reposez », près de 51% se reposent au plus 5 heures au cours d'une journée (24h), ce qui veut dire qu'ils travaillent au moins 15h dans la journée, ce qui corroborent avec le temps de travail que ces derniers ont déclarés. Ceux qui ont le privilège de se reposer au moins 10h sur les 24h de la journée ne représentent que 21%

des enfants travailleurs sur les MAPE et ceux qui se reposent entre 6h et 9h sont au nombre de 114 soit 28%.

**Graphique 14: Répartition des enfants selon le temps(heures) de repos pas jour sur les MAPE**

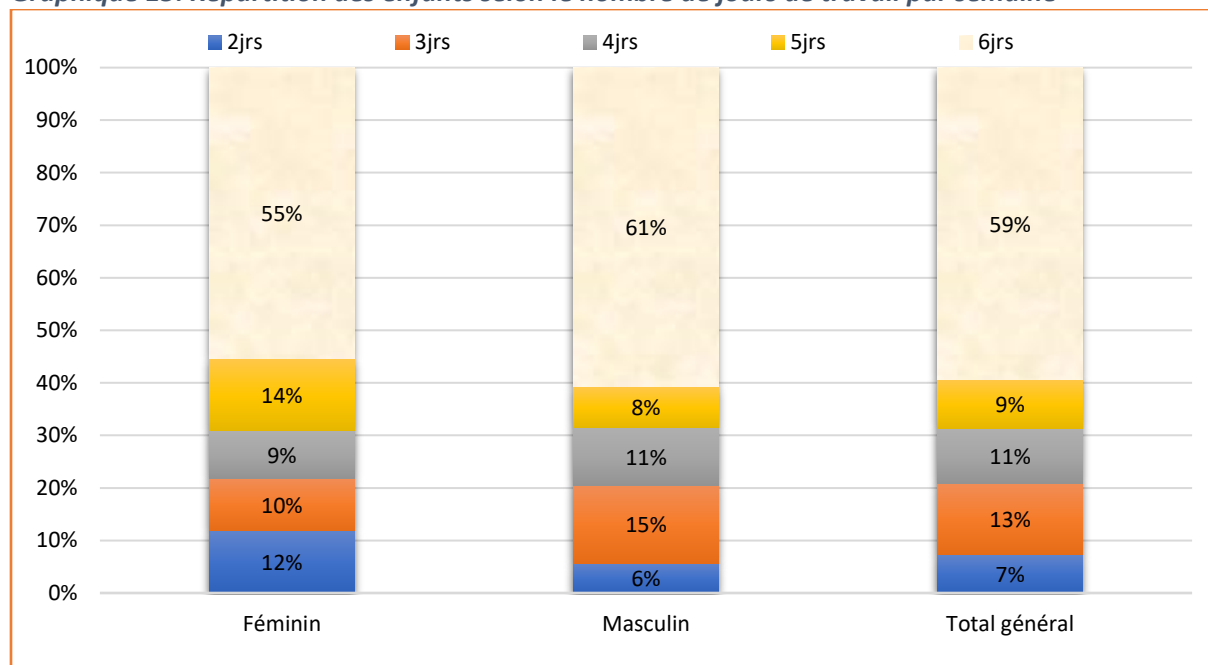


Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Temps d'occupation hebdomadaire des enfants sur les MAPE

Globalement, sur les MAPE, les artisans travaillent 6 jours sur 7. Les enfants qui y travaillent obéissent également à cette règle. En effet, pour la quasi-totalité des MAPE, vendredi n'est pas un jour de travail. Près de 60% des enfants travaillent en continu 6 jours sur les 7, quel que soit leur sexe. Certains travaillent 3 jours sur 7 et d'autres travaillent seulement 2 jours sur 7.

**Graphique 15: Répartition des enfants selon le nombre de jours de travail par semaine**



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Affiliation dans le travail

Le temps de travail, la fréquence ainsi que le temps de repos peut dépendre de la personne avec qui l'enfant travaille. En effet, on constate que près de 25% des enfants présents sur les MAPE travaillent avec des personnes sans lien de parenté qui est considéré comme son employeur, 24% travaillent pour leur propre compte, et près de 23% pour leurs parents biologiques, notamment la mère ou le père. Il y a également des enfants qui travaillent avec leurs frères ou sœurs (12%), ou avec un autre parent (12%). On retient alors que plus de 50% travaillent avec des membres de leur famille (père/mère, frère/sœur, autre parent, oncle/tante).

*Tableau 18: Répartition des enfants en fonction de la personne avec qui ils travaillent*

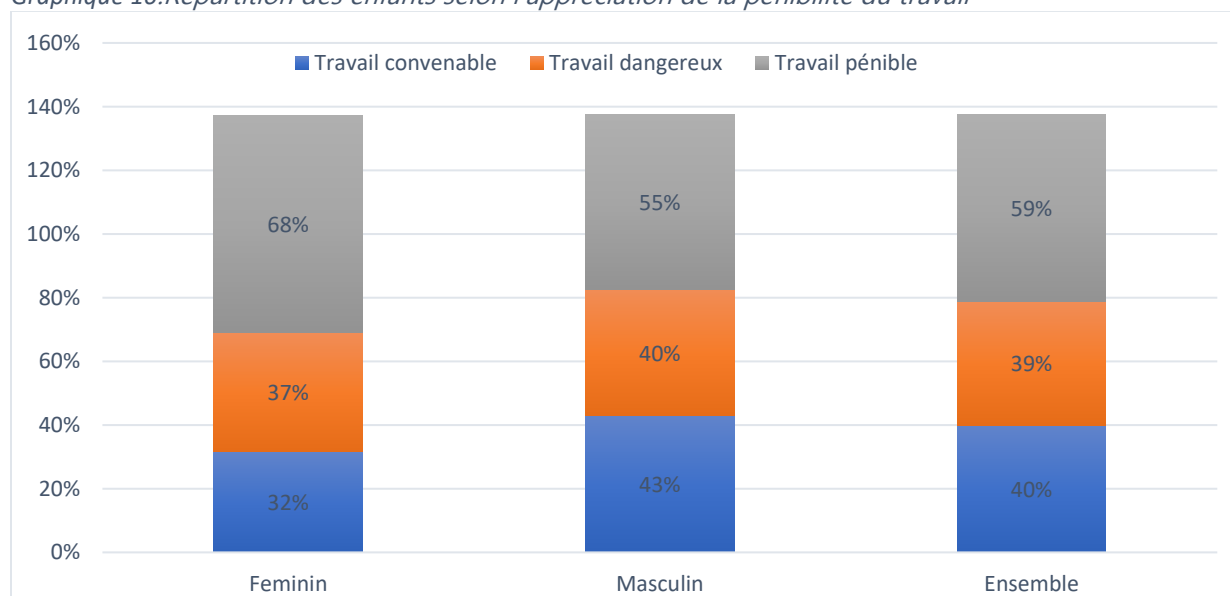
Pour qui travailles-tu?	Effectifs	Pourcentages
Autre (préciser)	4	0,98%
Autre parent	49	12,01%
Frère/sœur	50	12,25%
Mon propre compte	97	23,77%
Oncle/tante	15	3,68%
Père/mère	92	22,55%
Personne sans lien de parenté /employeur	101	24,75%
<b>Total général</b>	<b>408</b>	<b>100,00%</b>

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### ❖ Appréciation de la pénibilité du travail

Globalement, les enfants qui travaillent sur les MAPE estiment que leur travail est pénible. En effet, 59% le considère comme pénible, 39% estiment qu'en plus d'être pénible, c'est un travail dangereux, tandis que 40% estiment que le travail est convenable pour eux. On comprend alors que l'appréciation est différente, mais on retient que le travail dans les mines artisanales est considéré comme un travail dangereux pour beaucoup d'enfants. Beaucoup de filles considèrent ce travail comme pénible (68%) comparativement aux garçons (55%). Quant à la dangerosité du travail, ce sont les garçons qui sont les plus nombreux à s'exprimer dans ce sens (40% d'entre eux). Cette situation se comprend aisément car la plupart des travaux risqués notamment la descente dans les fosses, la remonter du minerai du trou et autres activités similaires sont généralement pratiquées par les hommes et les jeunes garçons. Ce sont des activités d'une extrême dangerosité. Lorsqu'il y a des éboulements, ce sont les hommes qui sont généralement les plus touchés car ce sont eux qui pratiquent ces travaux risqués.

Graphique 16: Répartition des enfants selon l'appréciation de la pénibilité du travail



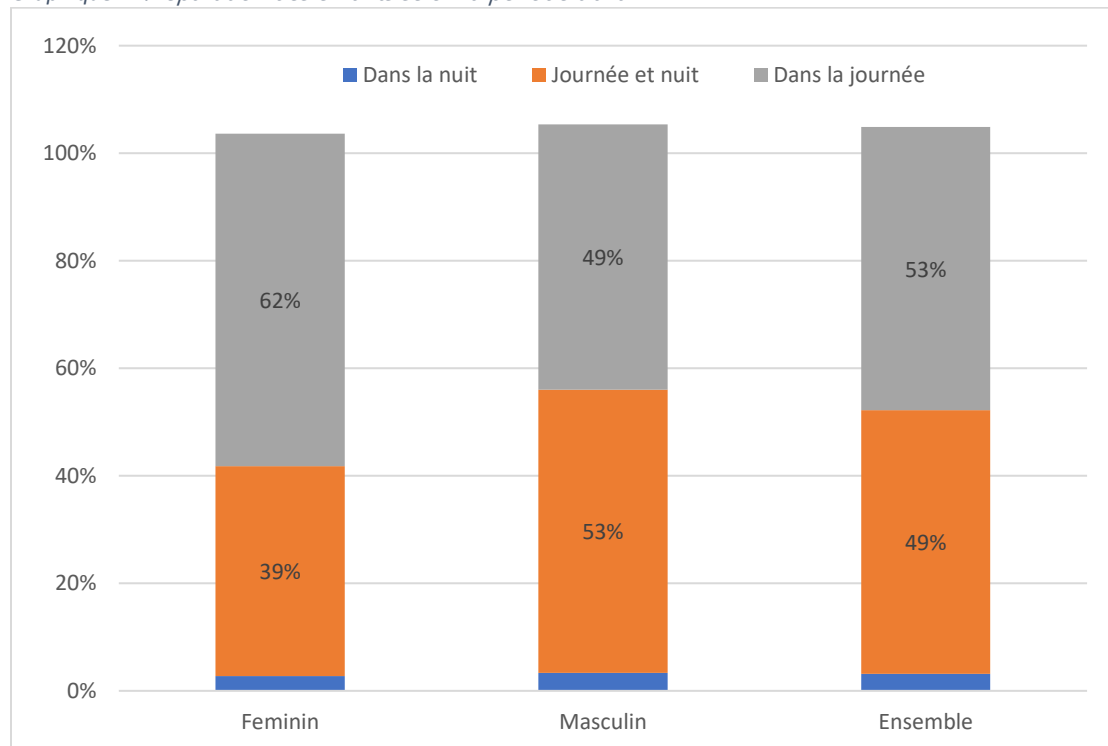
Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### ❖ Période de travail des enfants sur les MAPE

Les enfants dans les mines artisanales travaillent aussi bien la journée que la nuit. Il y a beaucoup qui travaillent de façon d'affilés le jours et la nuit (49%) contre 53% qui travaillent uniquement la journée. Chez les femmes, celles qui travaillent la journée sont les plus nombreuses (62%) contrairement aux hommes, dont une grande partie travaillent

la journée et la nuit (53%). Cet état de fait vient confirmer en plus de la dureté et la pénibilité, la nature du travail pratiqué par les enfants sur les mines. Ils n'ont pas assez de repos.

Graphique 17: Répartition des enfants selon la période travail



Source :

Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Rémunération des enfants travaillant sur les MAPE

Globalement plus de 30% des enfants sont rémunérés avec du minerai, c'est-à-dire que leurs efforts de travail est payé en contre partie par du minerai à quantité variable selon les gains de l'employeur. En effet, dans les ménages autour des trous, cette forme de rémunération est la plus répandue. L'employeur finance les charges d'exploitation notamment la restauration, les petits besoins des employés jusqu'à extraction du minerai qui est partagé selon une répartition pré établie et souvent connue de tous les employés. Ainsi donc, les enfants qui y travaillent sont soumis aux mêmes conditions de rémunération que les autres employés adultes. La plupart de ceux ou celles qui ne sont pas rénuméré travaillent avec leurs parents biologiques. Beaucoup garçons (37,25%) sont rénuméré par du minerai comparativement aux filles. Aussi, elles travaillent plus pour leur propre compte comparativement aux garçons et ceux qui aident leurs parents sans rémunération demeurent plus élevés par rapport aux garçons.

Tableau 19: Répartition des enfants en fonction de comment ils sont payés

Type de rémunération/sexe	Féminin		Masculin		Total général	
<b>Autres</b>	7	6,36%	9	3,02%	16	3,92%
<b>Du minerais</b>	12	10,91%	111	37,25%	123	30,15%
<b>Je travaille pour mon propre compte</b>	30	27,27%	41	13,76%	71	17,40%
<b>Nourri uniquement par l'employeur</b>	4	3,64%	24	8,05%	28	6,86%
<b>Païement perçu par un parent/tuteur</b>	4	3,64%	21	7,05%	25	6,13%
<b>Perçois directement un salaire</b>	21	19,09%	60	20,13%	81	19,85%
<b>Rien/pas rémunéré</b>	32	29,09%	32	10,74%	64	15,69%
<b>Total général</b>	<b>110</b>	<b>100,00%</b>	<b>298</b>	<b>100,00%</b>	<b>408</b>	<b>100,00%</b>

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

Plus de 67% des enfants gagnent au plus 1000 Fcfa /jour, 27% entre 1000 Fcfa et 2000 Fcfa et 5,4% entre 2000 et 5000 Fcfa. Seulement un enfant a déclaré pouvoir gagner plus de 5 000 Fcfa par jour. Le tableau ci-dessous présente la répartition selon le revenu tiré des activités sur le site. En somme les enfants ne sont pas bien payés au regard du temps qu'ils passent sur le site et le nombre d'heures qu'ils travaillent. On peut penser à une exploitation des enfants travaillant sur les sites au regard des rémunérations, des temps de travail ainsi que les types d'activités auxquelles ils sont soumis.

Tableau 20: Répartition des enfants en fonction de ce qu'ils gagnent par jour

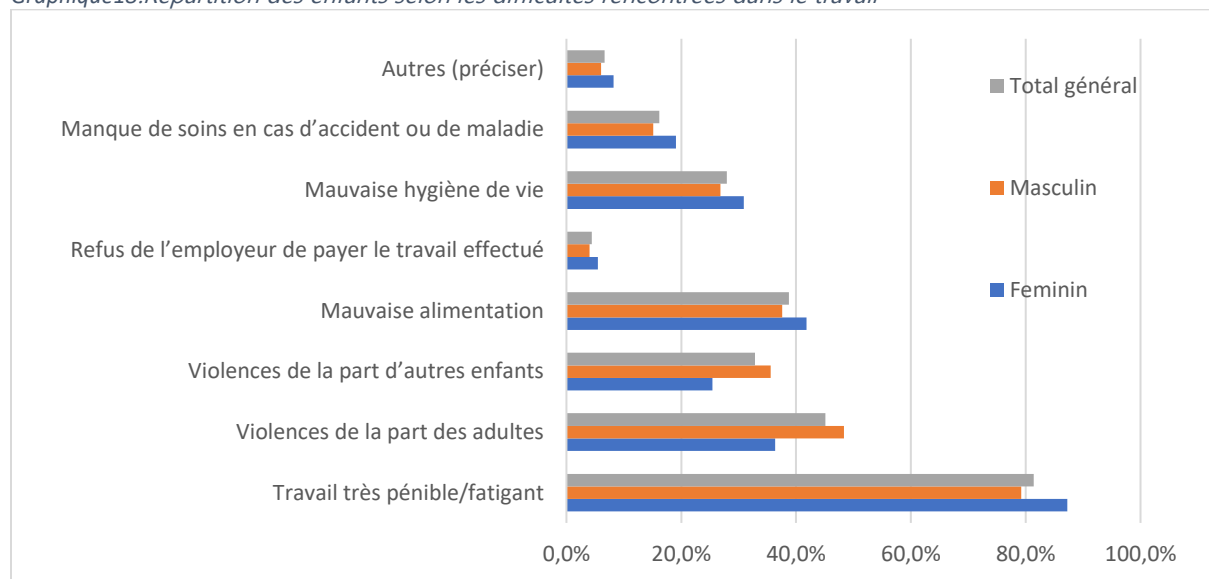
Combien en moyenne gagnes-tu par jour ?	Effectifs	Pourcentages
[0;1000]	275	67,40%
]1000 ;2000]	110	26,96%
]2000 ;5000]	22	5,39%
5000 et plus	1	0,25%
<b>Total général</b>	<b>408</b>	<b>100,00%</b>

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### ❖ Difficultés rencontrées dans le travail

Beaucoup d'enfants rencontrent des difficultés dans le cadre du travail sur les sites. Comme le montre le graphique ci-dessous, 81% des enfants estiment que le travail est pénible et fatigant, 45% rencontrent des violences de la part des adultes, 39% une mauvaise alimentation et 33% des violences de la part d'autres enfants. Plus de 87% des filles estiment que le travail est pénible et fatigant contre 79% de garçons. Elles estiment avoir une mauvaise alimentation (près de 42%), une mauvaise hygiène de vie (31%), et manque de soins en cas d'accidents (19%). A l'opposé es garçons sont plus victimes de violences de la part des adultes (48,3%) et de la part des autres enfants (35,6%).

Graphique18: Répartition des enfants selon les difficultés rencontrées dans le travail

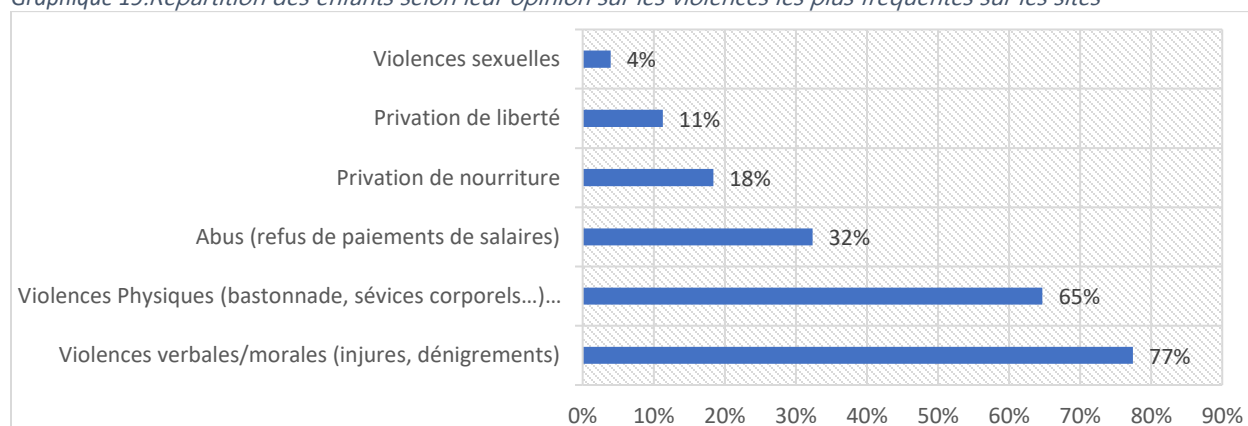


Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

#### ❖ Violences subies par les enfants sur les MAPE

**Types de violences les plus fréquentes dans les MAPE :** Les sites miniers sont connus comme des endroits où les violences sont récurrentes en raison de la structure de leur population, essentiellement jeune avec une utilisation importante de stupéfiants. C'est dans ce environ que les enfants travaillent et collaborent avec des inconnus souvent violents. Selon 77%, 65% et 38% des enfants, les violences respectivement verbales/morales, physiques et les abus sont les plus fréquents sur les sites. Il y a également d'autres formes de violences telles que la privation de nourriture qui est indiquée par 18% des répondants.

Graphique 19: Répartition des enfants selon leur opinion sur les violences les plus fréquentes sur les sites



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021



Quel que soit le site, on constate que la proportion des enfants qui constatent les violences verbales sont les plus nombreux. Dans chaque site, au moins 60% des enfants pensent que les violences verbales sont les plus fréquentes. Quant aux violences physiques, elles sont plus répandues sur les sites de Peelé, Guibou et Baskondo ainsi que Margo où au moins 60% des enfants reconnaissent la recrudescence de cette violence.

*Tableau 21: Répartition des enfants selon le type de violence subit*

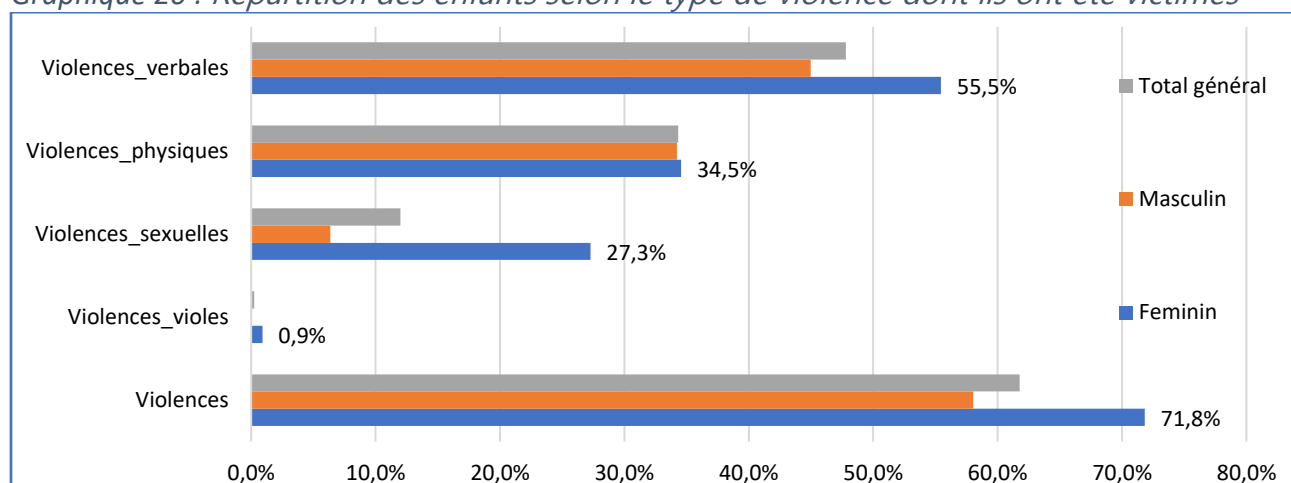
Site	Violences verbales/morales (injures, dénigrements)	Violences Physiques (bastonnade, sévices corporels...)	Abus (refus de paiements de salaires)	Privation de nourriture	Privation de liberté	Violences sexuelles
Baskondo	82%	77%	31%	35%	9%	11%
Bongriga	88%	13%	13%	13%	0%	0%
Guibou	66%	86%	34%	8%	21%	0%
Kagtanga (Mogtédó V1-V2)	100%	37%	21%	5%	0%	11%
Margo	79%	66%	30%	40%	11%	2%
Nobsin	92%	5%	16%	3%	3%	0%
Peelé	85%	61%	24%	36%	12%	6%
Sissamba	83%	25%	17%	8%	8%	0%
Soa	100%	0%	7%	0%	0%	7%
Tanlilin	61%	95%	56%	10%	16%	2%
Yabonsgo	86%	29%	29%	0%	0%	0%
Total général	77%	65%	32%	18%	11%	4%

Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### ❖ Types de violences subies par les enfants

Plusieurs enfants ont été effectivement victimes de certaines violences. Sur les 408 enfants rencontrés au cours de cette étude, 195 soit près de 48% ont été victime de violences verbales, 140 enfants soit 34% de violences physiques, 39% de violences sexuelles, Un seul enfant dit avoir été victime de viols. 158 enfants, soit 81% des enfants victimes de violences verbales l'ont été pour au moins une fois et au plus 5 fois au cours de l'année, près de 18% ont été victimes entre 6 et 15 fois. Les filles sont les plus victimes de violences (71,8%) tandis que parmi les garçons, près de 62% ont été victimes au moins une fois dans l'année. Plus de 27% des jeunes filles présent sur les sites sont victimes de violences sexuelles, 34,5% de violences physiques et 55,5% de violences verbales. Tout comme les filles, les garçons sont aussi victimes de violences physiques

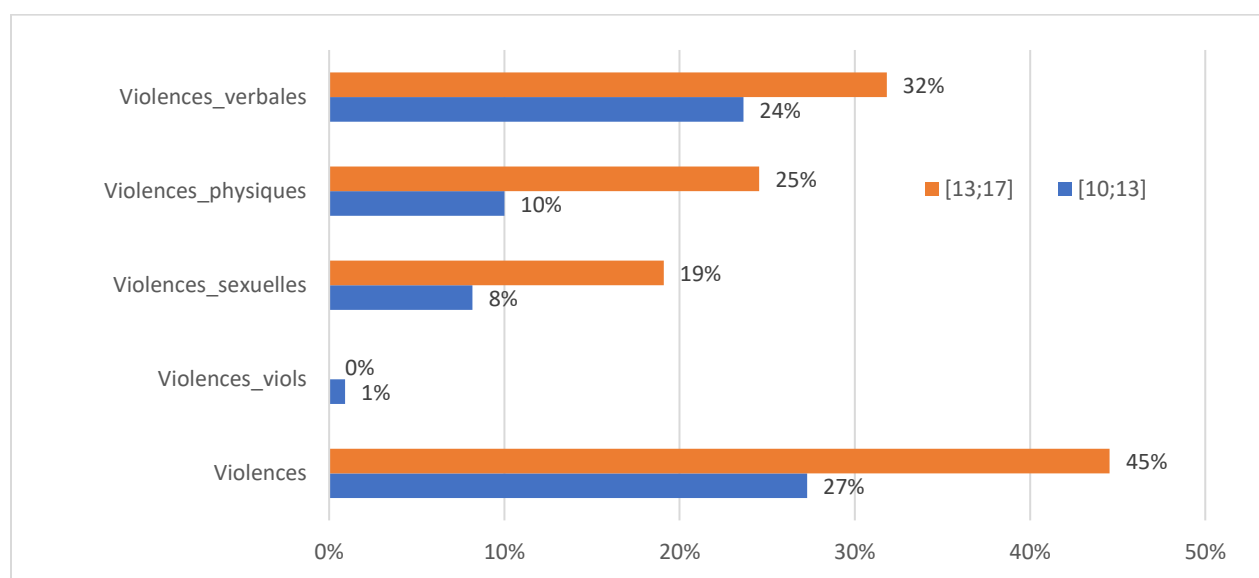
Graphique 20 : Répartition des enfants selon le type de violence dont ils ont été victimes



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

En s'intéressant à la tranche d'âge des victimes de violences, on constate que les adolescents sont les plus victimes des violences sur les sites. En effet les filles les plus victimes sont celles qui ont un âge compris entre 13 et 17ans. En effet, la plupart des filles de cette âge sont victimes de violences sexuelles (19%) et de violences physiques (25%) ainsi que de violences verbales (32%). 27% des filles de moins de 13ans sont victimes de violences tout type confondu.

Graphique 21 : Répartition des filles selon le type de violence dont ils ont été victimes

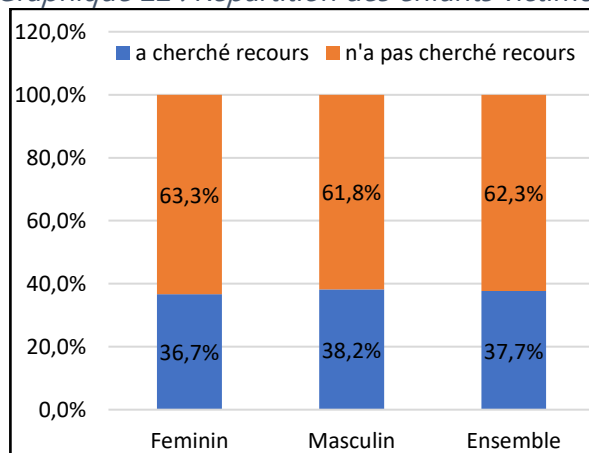


Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

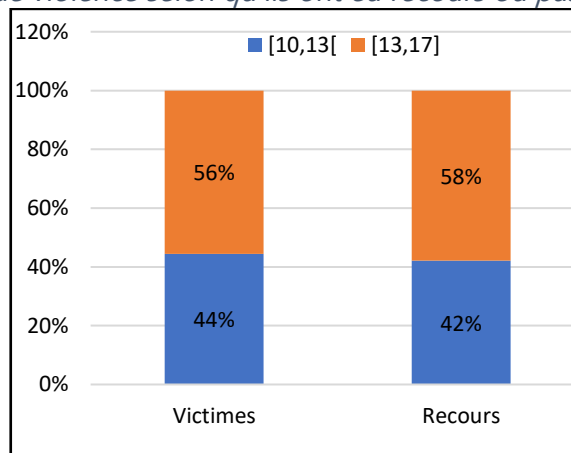
### ❖ Recours de protection des enfants victimes de violences

Sur les 408 enfants enquêtés, 252 ont été déjà été victimes de violences. Parmi ces derniers 95 soit 37,7% ont cherché des recours auprès des personnes ressources ou des structures de protections de l'enfant. Au niveau des filles, tout comme les garçons, la tendance reste la même. Parmi les victimes, les adolescents (entre 13 et 17ans) sont les plus nombreux (56%). Ce sont eux également qui font plus recours aux mécanismes de protection.

*Graphique 22 : Répartition des enfants victimes de violence selon qu'ils ont eu recours ou pas*



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

Parmi les enfants victimes les violences verbales, 30% ont cherché des recours. Parmi ceux qui n'ont pas fait de recours, près de 51% avancent comme raison le fait qu'ils ne connaissent pas de lieu pour dénoncer, 28% ont peur des représailles et 17% ont avancés d'autres raisons (estime normale, ne trouve pas nécessaire) pour ne pas dénoncer.

Tout comme les violences verbales, pour les violences morales, beaucoup d'enfants n'ont pas cherché de secours de protection contre ses violences. Seulement 19% d'entre eux ont eu recours à un parent ou l'employeur.

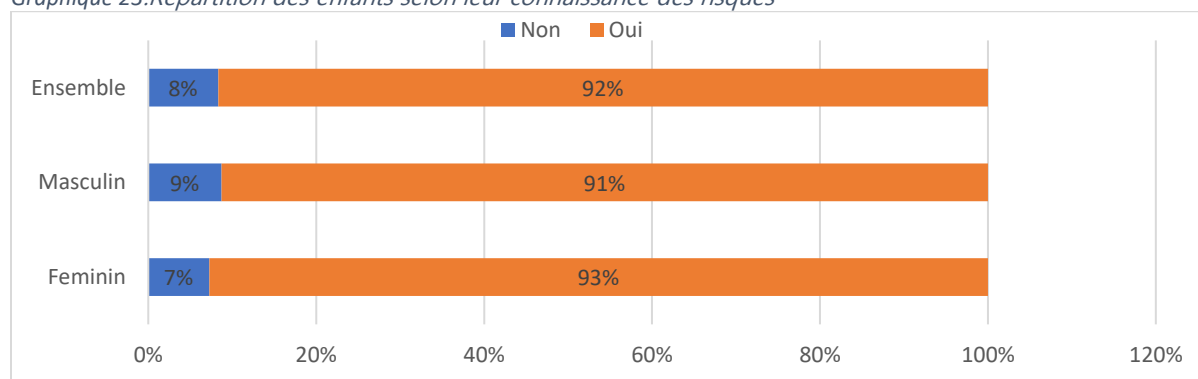
### 3.3.3. Risques sanitaires, sécuritaires et environnementales du travail dans les MAPE

#### 3.3.3.1. Connaissances des risques par les enfants

Les enfants semblent conscients des risques auxquels ils sont exposés lorsqu'ils travaillent dans une mine artisanale mais y vont quand même pour les raisons citées plus haut, notamment économique et de pauvreté. En effet, lorsqu'on leur demande s'ils sont conscients des risques sur les MAPE, près de 92% d'entre eux répondent par l'affirmative. Cependant, ils ne connaissent pas assez l'existence des personnes ou des services où aller demander une protection ou dénoncer en cas de violences ou d'abus. Seulement 27%

d'entre eux connaissent l'existence de services de protection notamment les services de l'action sociale, les réseaux de protection de l'enfant.

Graphique 23: Répartition des enfants selon leur connaissance des risques



Source : enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 Juin 2021

### 3.3.3.2. Risques auxquels les enfants sont exposés

Le tableau ci-dessous montre la répartition des enfants selon leurs exposition aux risques. On constate que 68% sont exposés aux maladies respiratoires, 57% aux accidents et blessures graves, 43% à la consommation des produits prohibés, stupéfiants et drogues et 42% exposés aux éboulements et/ou la mort. Ce qui veut dire que plusieurs sont exposés aux violations des droits humains en général et des droits des enfants en particulier sur les MAPE. Ainsi donc, on peut dire que 68% des personnes travaillant sur les MAPE sont exposés à au moins un risque et donc une violation des droits humains.

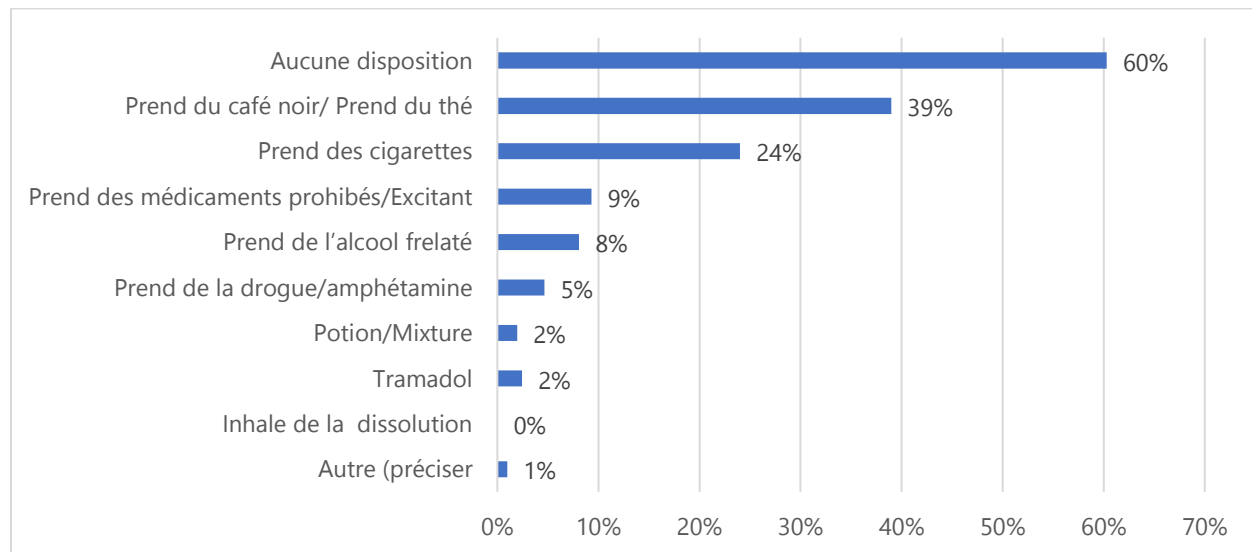
Tableau 22: Répartition des enfants selon leurs expositions aux risques

Risques exposés	Féminin	Masculin	Total
<b>Autres (précisez)</b>	0%	1%	0%
<b>IST/VIH-SIDA</b>	5%	2%	3%
Grossesses non désirées	14%	0%	4%
<b>Prostitution</b>	11%	3%	5%
<b>Violences (verbales, physiques, Violence sexuelle/ viol</b>	29%	23%	25%
<b>Eboulement/ mort</b>	49%	40%	42%
<b>Mauvaise éducation/ délinquance</b>	36%	32%	33%
<b>Mauvaise hygiène de vie</b>	21%	22%	22%
<b>Abandons scolaires</b>	31%	46%	42%
<b>Accidents/blessures graves</b>	57%	57%	57%
<b>Alcoolisme</b>	15%	23%	21%
<b>Maladies respiratoires/Toux</b>	69%	68%	68%
<b>Consommation de produits prohibés/stupéfiants/drogues</b>	40%	44%	43%
<b>Exposition aux produits chimiques</b>	21%	35%	31%
<b>Total</b>	100%	100%	100%

### 3.3.3.3. Disposition prises pour atténuer les risques

Beaucoup d'enfants travaillant sur les MAPE ne prennent aucune disposition pour atténuer les risques auxquels ils sont confrontés. En effet, 60% des enfants sont dans cette situation, tandis qu'il y a 39% qui prennent du café noir ou du thé pour tenir face à la pénibilité et aux risques. 24% d'entre eux s'adonnent également à la cigarette, 9% prennent des médicaments. D'autres, au-delà des éléments cités, s'adonnent aussi à l'alcool frelaté et la drogue ou l'amphétamine (5%) ou encore à l'utilisation du tramadol (2%). On retient, en somme, que pour tenir face aux risques éventuels liées aux activités sur les mines, les enfants ont recours à des méthodes néfastes notamment l'alcool et les stupéfiants, toute chose qui pourrait contribuer à dégrader davantage leur santé, et à augmenter le risque de maladies ou le risque de blessure ou encore le risque de troubles mentaux. Ce milieu des MAPE est d'ailleurs connu pour la circulation des stupéfiants.

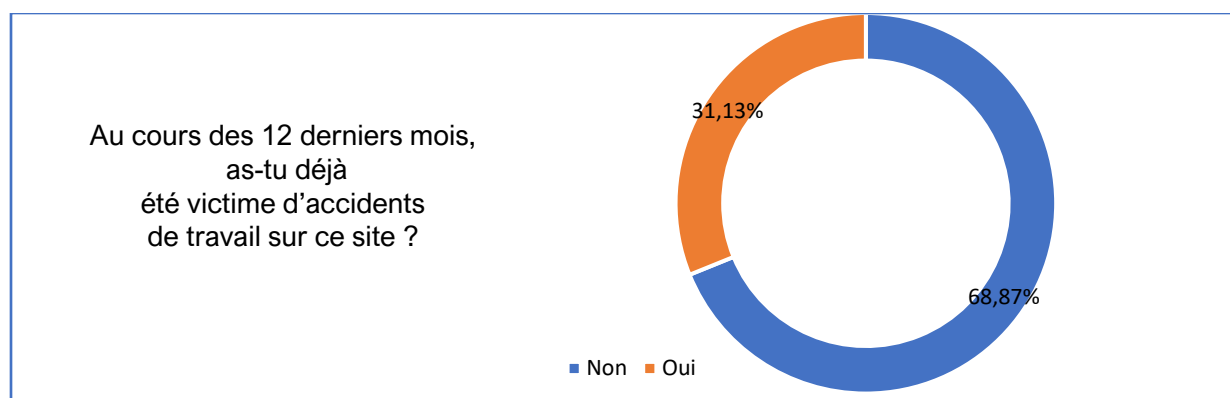
Graphique 24.\* Répartition des enfants selon les dispositions prises pour affronter les risques



### 3.3.3.4. Accidents de travail et conséquences

Sur les 408 enfants interrogés, plus de 31% d'entre eux ont été déjà victime d'accidents de travail sur le site durant les 12 derniers mois et ce pendant au moins une fois pour 45% d'entre eux, 2 fois pour 42% des enfants victimes et plus de 3 fois pour 13, 38% des enfants victimes. La plupart de ses blessures sont avec les outils de travail (51%) ou lors d'une chute (28,35%). Aussi près de 16% des victimes l'ont été suite à une bagarre tandis qu'un enfant a déjà été victime suite à un éboulement. Plus de 100 enfants victimes se retrouvent donc avec des plaies.

Graphique 25: Répartition des enfants victimes d'accidents de travail sur les sites



Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

Parmi les enfants qui ont été victimes d'accidents de travail, 13 entre eux sont des filles et âgés de moins de 13ans soit 10,23% des enfants victimes. Les victimes les plus nombreux sont les garçons âgés de 13 à 17ans (près de 42%). Les accidents sont donc plus observés chez les adultes. Cette situation pourrait s'expliquer par la nature de travaux souvent dangereux qui leurs sont confiés notamment la remontée du minerai, le creusage, etc.

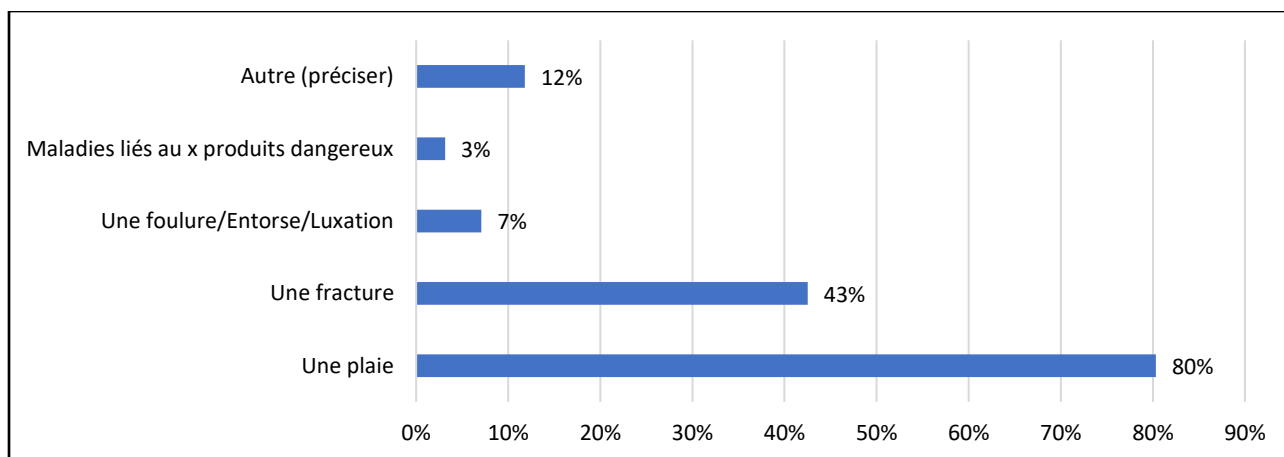
Tableau 23: Victimes d'accidents de travail

Age	Sexe	Victimes d'accidents
[10;13]	Féminin	13
	Masculin	33
[13;17]	Féminin	28
	Masculin	53
Total général		127

Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

La plupart des enfants ayant été victimes d'accidents de travail se sont retrouvés avec des plaies pour 80% d'entre eux, des fractures (43%) ainsi que d'autres blessures (12%). Aussi 7% ont eu des entorses, luxation ou encore une foulure, tandis que 3% des victimes sont tombés malades du fait de produits dangereux inhalés ou manipulés. Les risques d'accidents de travail sont donc réels pour les enfants et les conséquences sont énormes pour ces derniers.

Graphique 26: Répartition des enfants victimes d'accidents de travail selon les conséquences liées aux blessures



Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

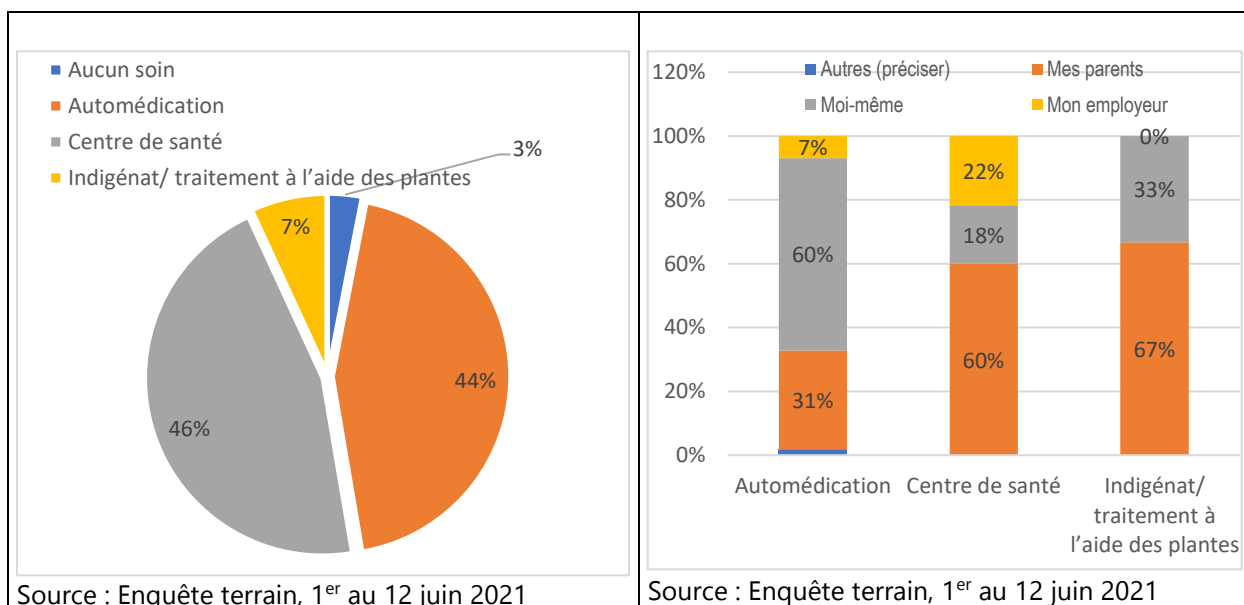
### 3.3.3.5. *Mode de traitement des blessures*

La plupart des enfants victimes d'accidents de travail sur les sites passent par l'automédication (44%) et 46% d'entre eux ont recours au centre de santé. On note que 7% des victimes font recours à l'indigénat, c'est-à-dire le traitement par les plantes, tandis que 3% ne font aucun traitement suite à leurs blessures.

Aussi, le type de recours que font les enfants dépend fortement de la personne qui prend en charge le traitement. En effet, l'automédication est utilisée par 60% les enfants victimes dont le traitement est pris en charge par ces derniers qui souvent ne disposent pas assez de moyens pour recourir soit aux centres de santé ou pour aller chez les tradipraticiens. 60% et 67% des enfants qui ont eu recours, respectivement aux centres de santé et à l'indigénat, ont été prise en charge par leurs parents.

L'analyse de ces chiffres montre alors que plus de 54% ont recours à d'autres soins risqués (automédication, indigénat, aucun soin) autre que les centres de santé pouvant aboutir à des complications voir des décès. Le risque de survie, ainsi que de handicap n'est pas à négliger au regard du mode de traitement des victimes des accidents de travail. Pour les enfants toujours scolarisés, cela peut entraîner un arrêt complet de la scolarité et donc hypothéquer l'avenir de ces derniers.

*Graphique 27: Répartition de enfants victimes selon le mode de traitement de leurs blessures*



### 3.3.3.6. Maladies des enfants travaillant sur les MAPE

Au cours des douze derniers mois, au moins 32% des enfants rencontrés ont déclarés être malades au moins une fois. Plus de 59% l'ont été une fois, 31% 2 fois et près de 9% a été déjà malades au moins 3 fois au cours de l'année. Tout comme les victimes d'accidents de travail, les enfants malades sur les sites ont recours essentiellement aux centres de santé (43%) et à l'automédication (44%). Tout comme les blessures, les enfants passent par l'automédication, l'indigénat et les centres de santé.

## 3.3.4. Niveau de connaissance des droits humains, ceux des enfants ainsi que des acteurs ou de mécanismes de protection existants dans la ZIP

### 3.3.4.1. Connaissances des droits des enfants par les chefs de ménages

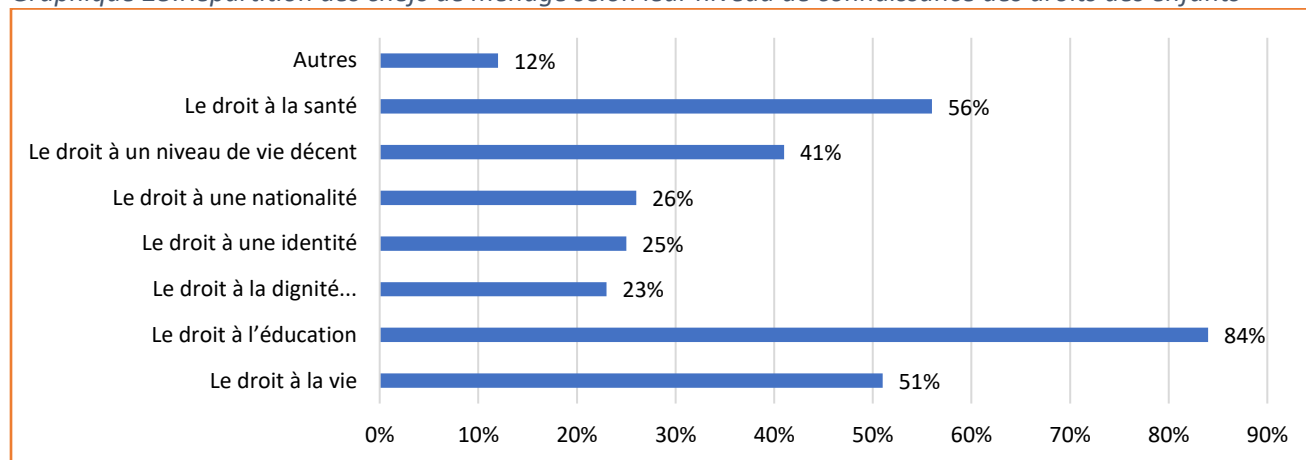
Lors des entretiens, 12% des chefs de ménages recensés sur les MAPE connaissent autres droits que ceux de l'éducation, la santé, 84% connaissent le droit à l'éducation, 51% le droit à la vie, 56% le à la santé, 41% le droit à un niveau de vie décent. Ces informations montrent que beaucoup de ménages connaissent certains droits mais il y a quand même un grand nombre qui ignorent que c'est un droit pour un enfant d'avoir une nationalité (74%), d'avoir une identité (75%), et d'avoir une dignité (23%). La méconnaissance de ces droits peut être un facteur aggravant de la violation des droits des enfants au sein des MAPE. En effet, près de 50% des chefs de ménages rencontrés semblent ignorés que l'enfant a droit à la vie comme tout autre personne, toute chose qui augmente le risque de violation des droits de l'enfant. Lorsque le chef de ménage estime qu'un enfant qui meurt n'est pas un problème ou est moins grave par rapport à un adulte, il y a de forte chance qu'ils ne fassent pas attention à l'attribution des activités qu'ils confient aux



enfants qui peuvent souvent être fatale pour eux. Par exemple, le fait d'utiliser les enfants pour extraire les minerais des trous ou pour creuser constitue une violation grave des droits de l'enfant car cette activité peut être fatale et peut compromettre sa vie.

On constate également que près de 50% des chefs de ménages rencontrés ignorent que le fait d'avoir une vie décente est un droit pour l'enfant.

*Graphique 28: Répartition des chefs de ménage selon leur niveau de connaissance des droits des enfants*



Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

Au moins 91% des chefs de ménages rencontrés disent connaître au moins un des droits des enfants. En effet, 31% ont pu citer deux droits, 22% trois droits, 19% quatre droits. Seulement 1% des chefs de ménages ont pu citer six droits des enfants. Néanmoins, ces résultats montrent que les chefs de ménages orpailleurs une quand bien même une bonne connaissance des droits des enfants.

*Tableau 24: Répartition des chefs de ménage selon le nombre de droits des enfants qu'ils connaissent*

Nombre de droits connus	Effectif	Pourcentage
Connais un seul droit de l'enfant	29	9%
Connais un deux (02) droits de l'enfant	98	31%
Connais un trois (03) droits de l'enfant	71	22%
Connais quatre (04) droits de l'enfant	61	19%
Connais cinq (05) droits de l'enfant	34	11%
Connais six (06) droits de l'enfant	23	7%
Connais plus de six(06) droit de l'enfant	4	1%
<b>Total général</b>	<b>320</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

Certains droits sont méconnus par les ménages dans les sites. Dans les sites de Baskondo, de Guibou et de Peelé, moins de 30% des ménages connaissent que l'enfant a droit à la vie et qu'il s'agit d'un droit fondamental. Le droit à l'identité est méconnu dans les sites de Guibou et Margo avec respectivement 7% et 8% des ménages qui reconnaissent ce droit. Le droit à la dignité est également peu connu sur le site de Tanlilin( (avec 5% des ménages reconnaissant ce droit).

Tableau 25: Répartition des ménages par site selon leur niveau de connaissance des droits des enfants

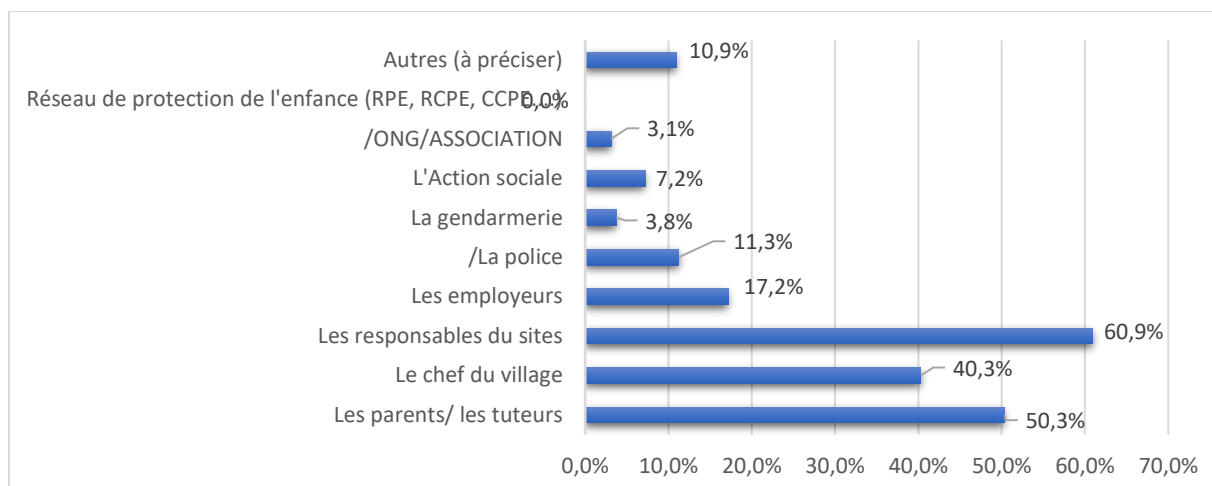
Site	Le droit à la vie	Le droit à l'éducation	Le droit à la dignité...	Le droit à une identité	Le droit à une nationalité	Le droit à un niveau de vie décent	Le droit à la santé	Autres
<b>Baskondo</b>	21%	60%	25%	7%	4%	48%	37%	36%
<b>Bongriga</b>	67%	87%	20%	27%	13%	20%	47%	0%
<b>Guibou</b>	20%	93%	20%	7%	27%	27%	73%	13%
<b>Kagtanga</b>	62%	96%	38%	31%	19%	35%	85%	0%
<b>Margo</b>	28%	88%	35%	8%	13%	55%	55%	13%
<b>Nobsin</b>	67%	100%	14%	52%	52%	57%	95%	0%
<b>Peelé</b>	27%	97%	30%	23%	17%	43%	50%	17%
<b>Sissamba</b>	98%	93%	16%	51%	56%	44%	60%	0%
<b>Soa</b>	93%	79%	21%	21%	50%	43%	43%	0%
<b>Tanlilin</b>	52%	100%	5%	48%	57%	14%	43%	0%
<b>Yabonsgo</b>	95%	80%	15%	30%	20%	15%	65%	0%
<b>Total général</b>	51%	84%	23%	25%	26%	41%	56%	12%

Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

### 3.3.4.2. Connaissance des acteurs et /ou des mécanismes de protection

Lorsqu'on interroge les ménages sur les mécanismes de protection des droits des enfants existants dans leurs localités, notamment dans les MAPE, près de 61% ont recours aux responsables des sites comme acteurs de protection des enfants sur les sites. On comprend alors que sur les mines artisanales, les responsables des sites jouent un rôle important dans la protection des enfants en particulier, et des droits humains en général. Aussi, 50,3%, 40,3%, 17% et 11% des ménages rencontrés font recours respectivement aux parents et ou les tuteurs, les chefs de villages ainsi que les employeurs et la police comme acteurs de protection des enfants.

Graphique 29 : Répartition des ménages selon leur connaissance sur les acteurs et mécanismes de protection



Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

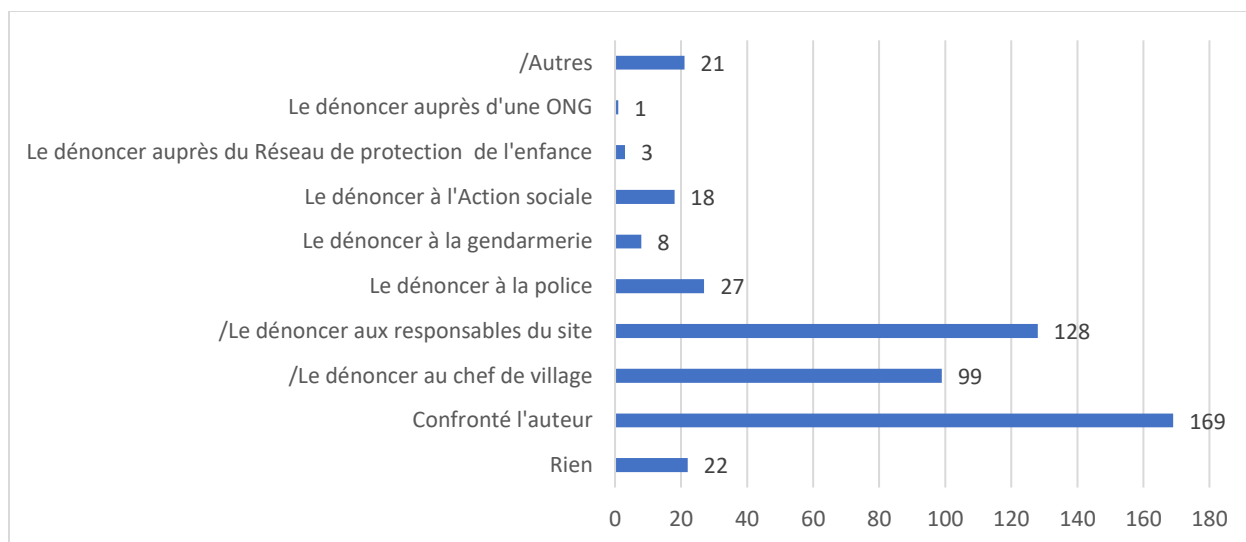
### 3.3.4.3. Comportement face aux violations des droits des enfants

Les ménages vivants sur les MAPE, généralement, confrontent l'auteur lorsqu'un enfant est victime de violation des droits. En effet, sur les 320 ménages interrogés, 169 d'entre eux estiment que la confrontation est utilisée, soit plus de 53% d'entre eux. Il y a également 128 ménages, soit 40% qui dénoncent auprès des responsables des sites tandis, que 99, soit près de 31% font des dénonciations auprès du chef du village. On comprend alors que les voies de recours administratives et/ou juridiques ne sont pas les plus privilégiées par les ménages vivants dans les MAPE. En règle générale, ils préfèrent confronter directement la personne concernée, plutôt que de passer par les services de protection ; notamment par les mécanismes communautaires tels que les CCPE, RCPE, et RPE.

En dehors des cas cités, d'autres ménages préfèrent recourir aux initiatives locales de sécurité notamment les Koglwéogo<sup>2</sup> ou ne rien faire. Ceux qui décident de ne rien faire justifient leur choix par peur de représailles ou par la méconnaissance des mécanismes locaux de protection existants.

*Graphique 30 : Répartition des ménages selon le type de recours utilisé pour dénoncer*

<sup>2</sup> Groupe d'auto défense



Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

### 3.3.5. Engagement des leaders communautaires dans la protection des enfants

Dans la zone d'intervention du projet, dans le cadre de la mise en place des mécanismes communautaires de protection de l'enfant, certains leaders ont bénéficié d'un appui notamment au travers du renforcement des capacités dans la gestion des cas de violations des droits humains. Ces leaders se sont donc engagés à travers la mise en œuvre des cellules communautaires de protection de l'enfant (CCPE), des Réseaux Communaux de Protection de l'Enfants (RCPE) et d'autres initiatives avec les chefs de villages et autres. La mise en œuvre des cellules de protection de l'enfant dans les communes associe les leaders communautaires.

### 3.3.6. Prise en compte des droits humains dans les MAPE par les communes

#### 3.3.6.1. Existences de mécanismes de protection

Des quatre mécanismes de protection existants dans la région, le RCPE est celui qui a été mis en place dans la plupart des communes du Yatenga. La commune de Namissiguima est la seule commune qui n'a pas encore mis en place cette structure alors que la commune de Ouahigouya abrite toutes ces structures en tant que chef-lieu de région. Le RCPE du Yatenga et les RCPE de Oula et de Séguénéga ont été mis en place avec l'accompagnement de Educo. Le RCPE de Séguénéga dispose d'un plan d'action assorti d'un budget non encore approvisionné. Les membres ont bénéficié d'un renforcement de capacités à travers le projet *back to school*.

La recherche de financement se fait également auprès des partenaires techniques et financiers dont Educo. En plus de ces structures, les services de l'action sociale ont joué un rôle prépondérant dans la protection de l'enfant tant au niveau communal que provincial et régional. Ce service est le plus sollicité par les communautés sur le sujet de la protection de l'enfant.

Pour les communes de Oula et Séguénéga, les RCPE ont été mis en place en 2020. Namissiguima n'a pas encore mis en place de structures de protection ; c'est en général les services de l'action sociale qui portent l'appui en protection.

#### *3.3.6.2. Allocation de budget sur la protection*

Les communes de la zone d'intervention n'allouent pas de fonds dédiés à la protection de l'enfant dans leurs budgets. Les services communaux de l'action sociale sont généralement sollicités pour les prises en charge des cas d'urgence. Ils sont parfois accompagnés par de bonnes volontés en dons divers.

A Ouahigouya par exemple, La ligne budgétaire existe mais est très faiblement alimentée (source : cadre de concertation provinciale).

A Oula, la ligne budgétaire existerait mais n'est pas alimentée et la mairie demande aux ONG un appui pour pouvoir l'approvisionner au profit des cas d'urgences (source : enquête).

Le RCPE dispose d'un plan d'action assorti d'un budget non encore approvisionné. Les membres ont bénéficié d'un renforcement de capacités des membres à travers le projet *back to school*. La recherche de financement est en cours auprès des partenaires techniques et financiers dont Educo.

#### **3.3.7. Situation de la mise en œuvre des processus de régulation du secteur minier artisanal ainsi que les approches utilisées pour l'exploitation et l'écoulement dans les communes ;**

La commercialisation de l'or dépend uniquement des orpailleurs. La commune n'a aucune influence sur la fixation des prix de l'or au sein des sites d'orpaillage. Aussi, en ce qui concerne l'occupation des sites, la commune n'a pas non plus d'influence car pour la plupart des cas, les sites sont occupés de façon anarchique par les orpailleurs.

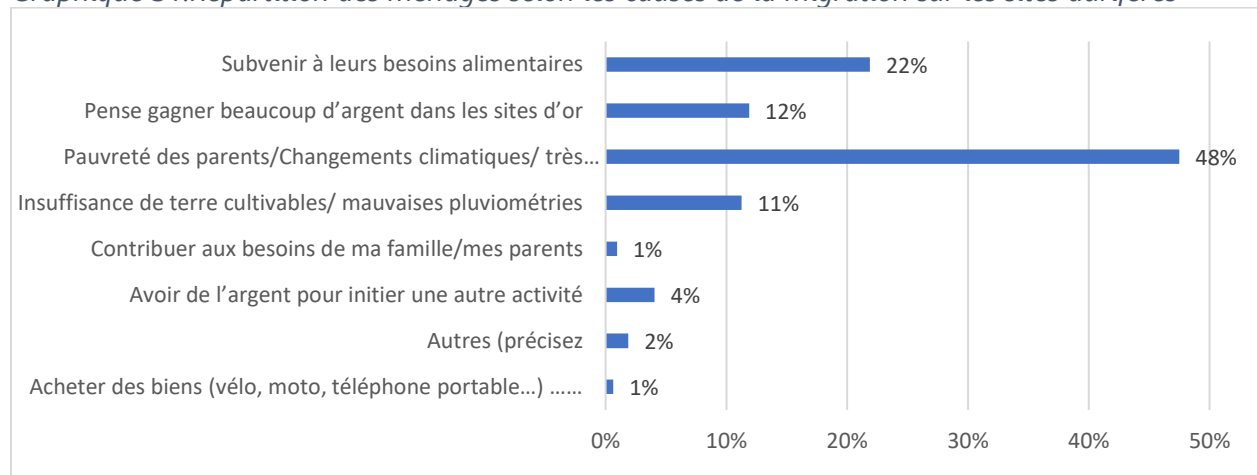
### 3.3.8. Changements climatiques et peuplement des MAPE

La ruée vers l'or a été toujours motivée par des raisons diverses. Si pour certaines personnes, cette migration est volontaire, pour d'autres populations, elle apparaît comme une stratégie de survie. Cette section analyse donc le lien pouvant exister entre les changements climatiques et le peuplement des MAPE.

#### 3.3.8.1. Causes de la migration vers les sites aurifères chez les ménages

La situation économique des parents est, entre autres, une des raisons qui motive la population à migrer vers les sites d'orpaillages en vue de combler la brèche de revenu nécessaire pour couvrir leurs besoins de subsistance. En effet, à la question « quelles sont les principales causes de travail sur les sites aurifères ? », 48% des chefs de ménages ont répondu qu'il s'agissait de la pauvreté des parents, des effets du changement climatique et la pauvreté des sols (sols arides) tandis que 22% avançaient comme raisons subvenir aux besoins alimentaires et 12% évoquaient la nécessité de gagner beaucoup d'argent. On comprend alors que l'une des causes principales de la migration vers les mines artisanales sont d'ordre alimentaire, la satisfaction des besoins essentiels de base pour beaucoup de ménages, ensuite vient les besoins secondaires notamment le plaisir de s'offrir quelques biens. Le graphique ci-dessous présente la répartition des ménages selon les causes citées qui contribuent à la présence sur les MAPE.

Graphique 31: Répartition des ménages selon les causes de la migration sur les sites aurifères



Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

#### 3.3.8.2. Dégradation de la situation économique

Les mouvements vers les sites d'orpaillages ces dernières peuvent s'expliquer en partie par la dégradation de la situation économique des parents. En effet, pour beaucoup de

ménages, la situation économique s'est dégradée ces dernières années et ce pour les raisons suivantes : la rareté de pluies, les mauvaises répartitions de la pluviométrie, les inondations, les oiseaux granivores ainsi que d'autres raisons non moins importantes. Comme le présente le tableau ci-dessous, les raisons les plus importantes sont la rareté des pluies (37%), la mauvaise répartition de la pluviométrie (25%) et la sécheresse (25%). Les autres raisons non citées ne sont pas aussi négligeables car plus de 13% des ménage ont affirmé qu'il existe autres raisons notamment les mines industrielles, le manque de terres cultivables, la pauvreté, le terrorisme et le fait de n'avoir pas appris de métier.

*Tableau 26: Répartition des ménages enquêtés par site en fonction des raisons de la dégradation de la situation économique et alimentaire des parents.*

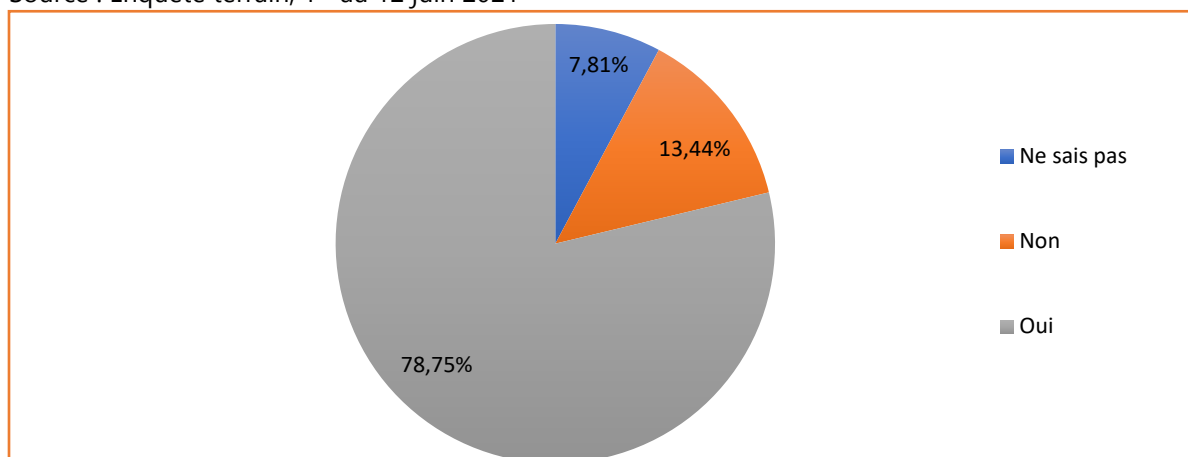
Site	Rareté des pluies	Mauvaises répartitions de la pluviométrie	Inondations	Sècheresse	Oiseaux granivores, invasions acridiennes	Somme d'Autres
Baskondo	6%	4%	0%	3%	0%	7%
Bongriga	3%	0%	0%	1%	1%	2%
Guibou	0%	1%	0%	1%	0%	1%
Kagtanga (Mogtédo V1-V2)	3%	4%	0%	3%	0%	0%
Margo	4%	3%	0%	3%	0%	0%
Nobsin	4%	3%	0%	3%	0%	0%
Peelé	1%	0%	0%	3%	0%	1%
Sissamba	8%	8%	0%	3%	0%	0%
Soa	2%	0%	0%	1%	0%	1%
Tanlilin	2%	2%	1%	2%	0%	0%
Yabonso	2%	2%	0%	0%	0%	1%
<b>Total général</b>	<b>37%</b>	<b>28%</b>	<b>2%</b>	<b>25%</b>	<b>1%</b>	<b>13%</b>

Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

On constate alors que les principales raisons évoquées sont liées essentiellement aux effets des changements climatiques ces derniers années. C'est d'ailleurs ce que beaucoup ont souligné. Près de 79% des ménages interrogés pensent que les effets des changements climatiques ont contribué à la présence des enfants sur les sites d'orpaillages ces dernières années (graphique).

**Graphique 32: Opinions parents enquêtés sur le lien entre les changements climatiques, la situation socioéconomique des ménages et le travail des enfants dans les sites d'orpaillage**

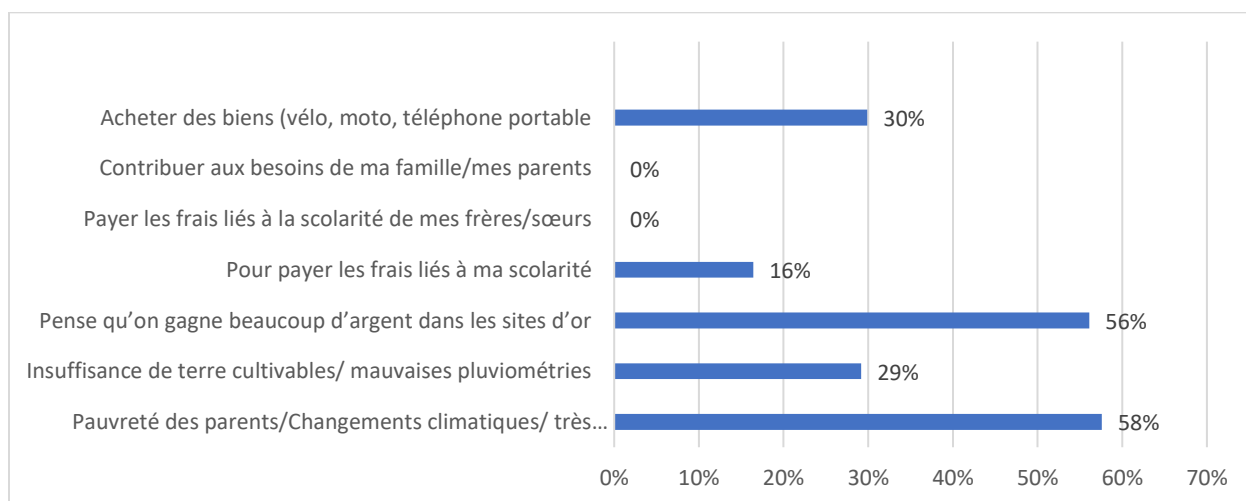
Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021



### 3.3.8.3. Causes du travail des enfants travaillant dans les MAPE

Les deux principales raisons qui justifient la présence des enfants sur les MAPE sont la pauvreté de parents liés aux effets des changements climatiques qui a contribué à la pauvreté des sols et par conséquent des mauvais rendements des récoltes agricoles. Il devient alors nécessaire de trouver de ressources complémentaires pour combler la brèche des besoins de base. En plus de cette raison principale, plus de 56% des enfants ont évoqué que leurs présences sur les sites sont liées aussi aux besoins plus luxueux, par le fait de gagner beaucoup d'argent et de pouvoir acquérir les biens qu'ils désirent. D'autre sont également motivés par le besoin spécifique d'acquérir un moyen de déplacement notamment les motos, les vélos, etc.

Graphique 33: Répartition des enfants selon les raisons de leurs présences sur les sites miniers



Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021



Plus des trois quarts ( $\frac{3}{4}$ ) des enfants interrogés disent que la situation économique de leurs parents s'est dégradée ces dernières années. Parmi ces derniers, plus de 87% sont dans l'agriculture pluviale et 8% dans l'agriculture de contre saison.

#### *3.3.8.4. Source de revenu des parents des orpailleurs*

La principale source de revenus des parents demeure l'agriculture pluviale avec 66% des personnes interrogés, l'élevage (30%), le commerce (20%) et l'agriculture de contre saison (9%).

Ces résultats corroborent avec ceux de l'enquête permanente agricole (EPA 2020-2021). En effet, selon l'EPA, les principales sources de revenus des ménages au niveau national sont l'agriculture (vivrière et de rente) avec 29,3% des ménages, suivi de l'élevage de gros et bétail moyen (23,5% des ménages). L'orpaillage constitue également la première source de revenus pour 9,6% des ménages et le commerce informel pour 4,6% des ménages agricoles.

On comprend alors que la dégradation des ressources naturelles ; notamment l'absence de terres cultivables accompagné de la rareté et la mauvaise répartition de la pluviométrie ainsi que les inondations et la sécheresse ont contribué significativement à aggraver la situation économique des ménages agricoles en zones rurales ces dernières années. A cela s'est invitée la question de l'insécurité et le terrorisme avec ses effets, toute chose qui a accentué le déplacement des populations soit vers les zones encore boisées ou en sécurité ou les sites aurifères avec l'espoir de pouvoir avoir des revenus supplémentaires pour combler les brèches des besoins de base.

En effet, les moyens de subsistance sont fortement dégradés, entraînant quelques fois des stratégies d'adaptation irréversible pour beaucoup de ménage à travers les ventes d'actifs productifs.

*Tableau 27: Répartition des ménages enquêtés par site en fonction de la source de revenus des parents*

Site	Agriculture pluviale	Agriculture de contre saison (maraichage)	Élevage	Commerce	Autres
Baskondo	13%	1%	5%	6%	2%
Bongriga	4%	0%	1%	1%	0%
Guibou	3%	0%	0%	1%	0%
Kagtanga (Mogtédo V1-V2)	3%	1%	4%	4%	0%
Margo	8%	1%	4%	0%	1%
Nobsin	4%	0%	2%	1%	0%
Peelé	7%	1%	1%	0%	0%

Sissamba	10%	2%	5%	4%	0%
Soa	3%	0%	2%	0%	0%
Tanlilin	5%	2%	2%	2%	0%
Yabonsgo	4%	0%	2%	1%	0%
Total général	66%	9%	30%	20%	4%

Source : Enquête terrain, 1<sup>er</sup> au 12 juin 2021

### *3.3.8.5. Analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle ainsi que les facteurs dans les zones de provenance des orpailleurs*

La quasi-totalité (99%) des orpailleurs qui peuplent les MAPE proviennent du Burkina. Ce sont les villages riverains, autres villages de la commune ainsi que d'autres régions du pays (16%). La situation alimentaire de la zone du projet n'est pas aussi reluisante. Chaque année, il existe une forte proportion de ménages non autonome, c'est-à-dire des ménages qui n'arrivent pas à couvrir leurs besoins alimentaires par leur propre production. Selon les résultats de la campagne agricole 2020-2021, en moyenne, 27,3% de ménages agricoles burkinabè sont en situation de précarité céréalière contre 30% pour la campagne précédente et 30,3% pour la moyenne des cinq dernières années. Le Plateau central et le Nord font partie des régions où plus de 30% des ménages sont affectés par cette précarité céréalière.

Toujours selon les résultats de la campagne agricole, la province du Yatenga est déficitaire et celle du Ganzourgou en équilibre. L'analyse de la vulnérabilité à travers l'outil cadre harmonisé en novembre 2020 a montré qu'en situation courante (octobre à décembre 2020) le Yatenga et le Ganzourgou sont en situation d'insécurité alimentaire « sous pression » et demeureront dans cette situation au cours de la période juin à août 2021. Au cours de cette période, près de 240 000 personnes seront en situation d'urgence si elles n'ont pas une assistance adaptée et immédiate en nutrition et santé, en accès alimentaire et en protection des moyens d'existence. Cette hausse pourrait s'expliquer, entre autres, par la dégradation de la situation sécuritaire qui a engendré une augmentation du nombre des Personnes Déplacées Internes (PDI), à la faible production de certains ménages agricoles, à l'impact de la COVID-19, aux facteurs économiques (hausse des prix des céréales, faiblesse de l'emploi, ralentissement de l'économie, etc.) et des perturbations du fonctionnement des marchés.

Cette situation montre que les migrations vers les sites d'orpaillages deviennent une alternative de survie. La situation alimentaire peu reluisante des zones d'intervention du projet peut s'expliquer en partie par les effets des changements climatiques avec les

sécheresses, les inondations et autres facteurs de pertes agricoles, notamment les chenilles légionnaires.

La campagne agricole 2020/2021 a connu des poches de sécheresse les régions du Nord (6,6%) et du plateau central (3,6%) comme le montre la figure suivante

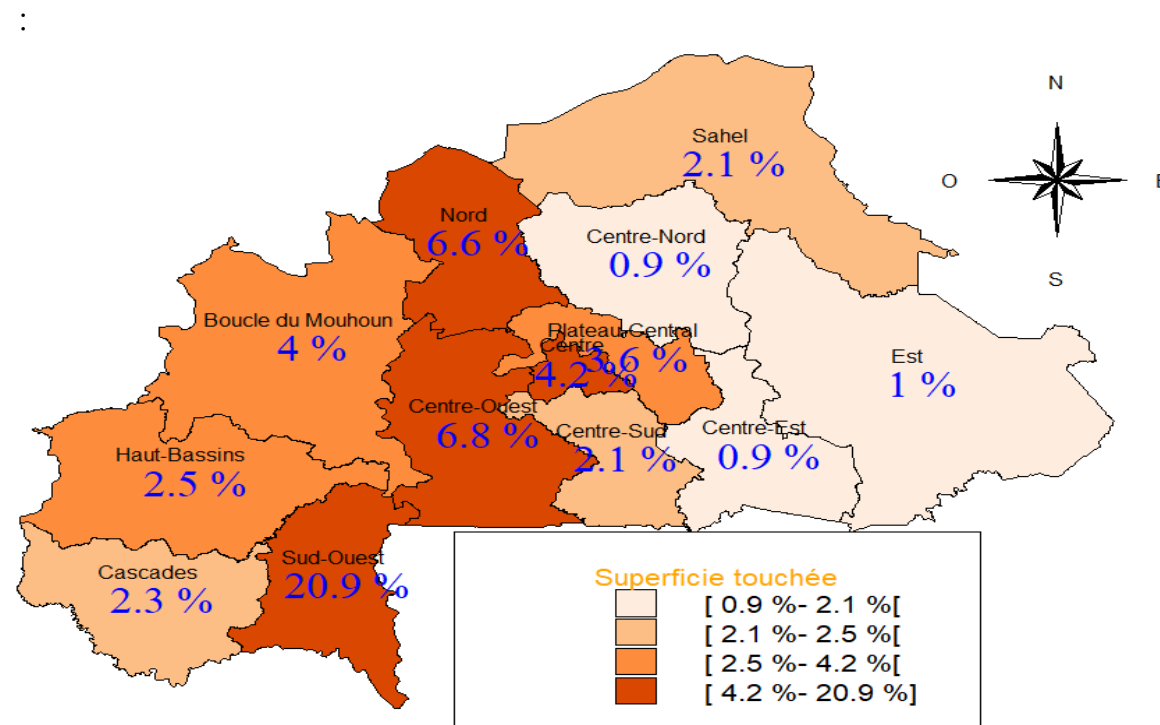


Figure 3: Proportion des superficies emblavées touchées par la sécheresse (MAHM/DGESS/DSS/EPA 2020-2021)

#### IV. COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS DE L'ETUDE

Les provinces du Yatenga et du Ganzourgou sont des localités à forte potentialité aurifère. Ce sont des zones traditionnelles d'exploitation artisanales de l'or. En effet les sites retenus dans le cadre de ce projet sont tous des anciens sites qui sont exploités, il y a au moins 30 ans. L'activité d'exploitation de l'or est donc une activité permanente pour beaucoup de populations dans ces zones, tout comme l'agriculture végétale et l'agriculture de contre saison.

Selon les enquêtes auprès des ménages dans le cadre de l'évaluation de la production agricole (EPA), l'activité d'orpaillage constitue la principale source de revenus pour 9% des ménages agricoles au Burkina. En effet, les populations après les travaux champêtres des cultures pluviales se reconvertissent dans les activités de petits commerces, d'exploitation de l'or et d'artisanat.

L'orpaillage fait partie des stratégies d'adaptation de plusieurs ménages en période de soudure afin de combler le gap de ressources nécessaires pour couvrir les besoins essentiels de base. Cette activité leur permet d'éviter par exemple l'adaptation de stratégies néfastes telles que la vente d'actifs productifs.

La présence importante des enfants dans les sites pourrait donc s'expliquer par la sédentarisation des ménages orpailleurs dans la zone surtout dans la région du Nord. L'activité d'orpaillage est perçue donc comme une activité permanente.

Leurs enfants ne savent pas faire autre chose que l'exploitation de l'or et par conséquent bien que souvent inscrits dans les écoles classiques, ils/elles se tournent vers des activités de creusage, de lavage, de remonter des minerais, soit pour aider leurs parents dans leurs tâches quotidiennes, soit pour des prestations devant leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels.

La prévalence élevée du travail des enfants (40%) montre que les enfants sont de plus nombreux dans les sites d'orpaillage, soit au niveau des localités voisines, soit dans les MAPE échantillonnées ou encore dans des endroits hors du pays devant leur permettre de travailler durement pour soit payer leurs scolarités, soit appuyer leurs parents dans les activités quotidiennes. Cette prévalence particulièrement élevée dans la commune de Mogtédó traduit une réalité de la zone. En effet, l'étude de référence du projet PREMET2 avait déjà montré cette mobilité des enfants sur les sites miniers.

La prévalence sur les sites de Nobsin et de Mogtédó est respectivement de 69% et 57% traduisant une forte présence des enfants de la localité sur les mines artisanales. Les risques d'abandon des écoles au profit des activités d'orpaillage sont extrêmement élevés.

En effet, en milieu rural, les parents sont généralement confrontés à la cherté des frais de scolarité après le cycle primaire. C'est d'ailleurs ce qui est ressorti des entretiens avec les personnes sur les sites. Selon ces derniers, « presque la totalité des enfants en âge d'aller à l'école sont inscrits, mais après l'école primaire on a des difficultés financières pour que les enfants continuent ». Cette situation de contraintes financières doublée à la pression des comportements externes (de leur camarade ayant été à l'aventure ou sur les sites d'orpaillages) a conduit beaucoup d'enfants à abandonner les classes pour trouver refuge dans les sites d'orpaillage, soit pour pouvoir acquérir des engins à deux roues (motos), ou pour s'offrir un logement décent, ou encore venir en aide aux parents qui rencontrent des difficultés pour subvenir aux besoins de base.

Par exemple, sur le site de Yabonsgo, les enfants furent tous des élèves mais aussi des étudiants qui ont abandonné leurs études suite à des mauvais résultats scolaire et aussi

la pression de certains parents en situation de pauvreté et le harcèlement des orpailleurs avec des propos du genre « l'école ne donne pas d'argent ». Ces derniers sont convaincus que l'orpaillage est leur seul recours. Aussi, le recours à la chicotte à l'école, donc les violences physiques vécues sont aussi des raisons qui ont poussé les enfants à désertier le chemin de l'école. *« Ici bien vrai que le travail est pénible mais ne nous ne sommes pas soumis au fouet par les enseignants qui nous frappaient régulièrement ». « Nous sommes très conscients des dangers des sites, surtout à notre âge, mais nous ne savons pas quoi faire du fait de la pauvreté de nos parents. »*

Malgré les risques évidents dans les MAPE, les enfants se résignent à demeurer à l'école et ils ont l'espoir que tout ira bien. Nous sommes souvent confrontés à des questions de santé mais nos employeurs nous amènent au CSPS du village ».

Les parents justifient la présence des enfants sur les sites par l'absence des écoles de formation en métiers. En effet selon eux « les écoles de formation sont rares, raison pour laquelle les enfants se rendent sur les sites. Si on pouvait avoir de l'aide (centres de formation) pour mieux encadrer et éduquer nos enfants ils s'abstiendraient de se rendre sur les sites ». Un autre parent a commenté *« Je pense que les enfants n'ont pas d'avenir dans ce métier. On a vu des gens qui ont eu des millions dans l'orpaillage mais qui ne s'en sont pas sorti. Je pense que les enfants ont le droit d'apprendre un métier, et si c'est l'orpaillage qu'ils ont choisi, on peut peut-être les encadrer dans ce sens ».*

On comprend alors que certains parents face à la situation se résignent à accepter le travail des enfants et demandent par conséquent un encadrement, or le fait même de faire travailler un enfant dans un site d'orpaillage constitue une violation grave des droits de l'homme. La maîtrise des acteurs sur les questions de droits humains n'est donc pas évidente dans les MAPE. Beaucoup ignorent ce qui est qualifié de violation des droits humains.

*« Ce n'est pas normal qu'un enfant travail dans les sites d'orpaillage mais il a le droit d'apprendre un métier. »*

*« Ce n'est pas normal mais avec la pauvreté on n'a pas le choix. »*

La méconnaissance des droits des enfants est réelle. En effet, dans ce contexte, faire travailler un enfant participe à sa socialisation, toute chose qui conforte les parents dans leurs manières d'éduquer leurs enfants. Certains parents disaient *« Nous ne connaissons pas de droit qui interdise le travail des enfants, mais ce dont nous sommes sûr c'est la pauvreté qui pousse les enfants dans les site ».*

Aussi, les parents reconnaissant que l'orpaillage comporte des risques tels que de maladies et l'augmentation du coût de la vie. Selon ces derniers, l'orpaillage *comporte des risques, on le sait, mais on ne peut pas empêcher les enfants de l'exercer. Ce n'est pas bien car beaucoup de maladies y sont développées et même des comportements de déviation comme la débauche des filles. Partout où il y a eu l'orpaillage, les villages se sont transformés, vies chères, sida, MST et tueries et aujourd'hui ça attire le terrorisme ».*

## V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

### Conclusion

L'étude a permis de montrer la situation du travail des enfants dans la zone d'intervention du projet notamment dans les provinces du Yatenga et du Ganzourgou. Il ressort de cette étude que le travail des enfants est une réalité dans la zone d'intervention du projet avec une prévalence de 40%. Les sites de Nobsin, Kagtanga et de Baskondo sont les sites où les enfants sont les plus représentés dans les activités d'orpaillages.

Ce sont généralement des enfants qui ont été à l'école ou qui sont toujours scolarisés mais qui pratiquent l'activité d'orpaillage pour diverses raisons. En effet, les raisons les plus fréquentes évoquées par les enfants et/ou par les ménages présents sur les sites d'orpaillage ont été la pauvreté des parents, le manque de moyens financiers pour subvenir aux besoins de la famille ainsi que d'autres raisons non moins importantes.

Les enfants réalisent des travaux pénibles sur les sites et sont exposés à plusieurs fléaux. Les enfants sont dans la plupart des temps confrontés à des violences verbales et physiques de la part de leurs employeurs et d'autres adultes. En effet, le site est un lieu de désordre et de jungle.

Les violences dans les sites sont quasi-quotidiennes, 48% ont été victimes de violences verbales, 34% de violences physiques, 39% de violences sexuelles. 81% des victimes de violences verbales l'ont été pour au moins une fois et au plus 5 fois au cours de l'année, près de 18% ont été victimes entre 6 et 15 fois.

La question de la promotion des droits humains n'est pas encore développée au niveau des communes abritant les MAPE.

Les MAPE retenues dans le cadre du projet sont des sites très anciens et sont quasi illégaux (absence d'autorisation formelle). Dans les 11 sites abritant les MAPE, 1 718 personnes

vivent directement de l'orpaillage dont 488 femmes (28%) et vivent directement des MAPE. Une population de 9 400 personnes vivant indirectement des MAPE dont 4 230 enfants de 5 à 17 ans représentant 45% de la population résidente et proviennent essentiellement des villages abritant les MAPE (38%), ou des villages riverains (25%) ou encore d'autres villages de la commune (9%).

## Recommandations

Le travail des enfants est une réalité sur les MAPE dans la zone d'intervention du projet. Il est lié essentiellement à la pauvreté aggravée, ces dernières années, par le fait des changements climatiques. Pour réduire les violations des droits des enfants sur les MAPE, les recommandations suivantes ont été formulées :

- (i) **promouvoir des actions de renforcements de capacités sur les ressources** tirés de l'orpaillage en vue de garantir la pérennisation des activités génératrices de revenus des femmes notamment les VLSA prévues dans le cadre du projet. En effet, les ressources tirées par les filles et les garçons pourraient être réinvestis surtout pour les jeunes filles dans des activités alternatives. Cela nécessite alors un encadrement de ces derniers, une formation sur divers métiers autre que l'orpaillage,
- (ii) **Prendre en charge des enfants victimes de violations de leurs droits ; Une priorité pourra être accordée à cette question au niveau des collectivités territoriales.** Un fonds pourrait être constitué sur les MAPE en vue d'accompagner les responsables de sites dans la prise en charge des victimes de violations des droits des enfants pour les cas dont la prise en charge nécessite des ressources financières conséquentes ;
- (iii) **Renforcer les capacités des jeunes dans la mobilisation et la gestion de l'épargne communautaire à travers l'approche dite VSLA ou les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédits (AVEC).** Cette épargne permettra aux jeunes de disposer de fonds pour créer, dynamiser et renforcer leurs micro-entreprises économiques. Le renforcement des capacités mettra l'accent sur les jeunes de 14 ans et plus. C'est, du reste, à cet âge que les jeunes expriment le plus de besoins personnels à satisfaire et sont tentés d'aller vers les sites d'orpaillage. Le projet pourra envisager de faciliter l'accès de ces jeunes à un apprentissage de métier pour leur installation une fois la formation professionnelle terminée fin qu'ils puissent mener des AGR. Cela permettra, sans aucun doute, d'éviter des départs vers les sites aurifères. C'est vrai qu'au niveau national, la loi éducative stipule que l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans révolus, mais le projet pourra offrir aux enfants, hors âge d'inscription au primaire, des possibilités

d'apprentissage qui débouchent sur des métiers, ce d'autant plus qu'au niveau international, la Convention 138 de l'OIT stipule que l'âge minimum au travail est de 14 ans révolus donc 15 ans en âge atteint et que le travail pour ces enfants de 14 ans révolus doit être un travail qui n'affecte pas leur intégrité physique et mentale ainsi que leur bien-être.

- (iv) **Nouer des partenariats avec la Maison de l'Entreprise afin d'offrir des formations aux jeunes dans les domaines de l'entrepreneuriat, en création d'entreprises, en montage des dossiers** de demande de crédits ainsi qu'en marketing et administration-gestion d'entreprises rurales, etc.
- (v) **Promouvoir les actions visant l'amélioration de la situation d'insertion socioprofessionnelle des jeunes en menant des actions de formation, information et communication pour le changement de la perception des jeunes sur les métiers considérés** jusque-là comme pas assez valorisant. Il s'agit de la mécanique, la soudure, la menuiserie, la coiffure, la couture, le tissage, etc. ;
- (vi) **Identifier et mener à grande échelle (communal, provincial voir régional) des actions de promotion des métiers porteurs** à travers la promotion de la visibilité des acteurs modèles qui ont réussi et faire la promotion des métiers qui ont fait leur succès afin que cela contribue à inspirer d'autres jeunes. Les actions de promotion des métiers porteurs pourront être couplées aux actions de sensibilisation des parents et des enfants eux-mêmes et viseront le retrait des enfants des sites d'orpaillage ou à éviter qu'ils n'y aillent même pas. Les actions de sensibilisations se voudront graduées en allant des thèmes de sensibilisation les plus simples aux plus complexes. Ainsi, le projet pourra commencer avec les thèmes en lien avec la faim et la malnutrition puis la déscolarisation et aboutir aux sensibilisations sur les aspects en liens avec les violences faites aux enfants sur les sites d'orpaillage comme les violences physiques, les violences morales, les violences verbales, les violences sexuelles, etc.